

Le libertaire

Rédaction : SEBASTIEN FAURE
Administration : PIERRE MUALDES
9, rue Louis-Blanc, Paris (10°)

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

LE LUNDI 25 OCTOBRE, à 20 h. 30
aux Sociétés Savantes (8, rue Danton)

GRAND MEETING DE PROTESTATION CONTRE LES EXTRADITIONS, POUR LE DROIT D'ASILE

Orateurs : CANE, du Comité de Défense Sociale ; HUART, de l'U. F. S. A. ; BERTHON, défenseur d'Ascaso et Jover ; GEORGES PIOCH, homme de lettres ; SEBASTIEN FAURE, de l'U. A. C., et du Comité International de Défense Anarchiste ; (Un délégué espagnol de la Ligue des Droits de l'Homme.

Participation aux frais : Un franc.

NOTA. — Pour éviter l'encombrement, portes ouvertes dès 7 h. 1/2.



De gauche à droite : Jover, Duruti, Ascaso, au banc des accusés.

Une belle campagne

ELLE EST NÉCESSAIRE ; ELLE EST URGENTE

L'Union Anarchiste Communiste et le Comité International de Défense Anarchiste ont ouvert une campagne de la plus haute importance.

Il s'agit d'arracher nos camarades espagnols : Duruti, Ascaso, Jover et Alamar-cha au danger d'extradition qui les menace.

On connaît les faits : les lecteurs du *Libertaire* en ont trouvé l'exposé précis et véridique dans le numéro précédent. Ils savent donc que ces quatre camarades ont été, à l'occasion du passage à Paris du roi Alphonse XIII, arrêtés pour avoir organisé un complot ayant pour but d'assassiner celui-ci.

L'instruction n'a relevé aucune preuve de l'existence de ce complot, et l'accusation de complot et d'association de malfaiteurs a dû être pitoyablement abandonnée par le juge d'instruction qui a rendu, en faveur de nos amis, une ordonnance de non-lieu.

Par contre, le Parquet a traduit nos camarades Jover, Ascaso et Duruti en correctionnelle, qui, pour rébellion, ou pour usage de faux passeports, ou pour détention d'armes prohibées, les a condamnés à quelques mois de prison.

L'affaire aurait dû en rester là, mais les gouvernements d'Espagne et d'Argentine ne veulent pas que nos camarades soient rendus à la liberté. Ils savent que Ascaso, Duruti, Jover et Alamar-cha — compagnons, relenez bien ces quatre noms — sont des militants extrêmement actifs et énergiques et ils ont juré de saisir cette occasion de se débarrasser d'ennemis aussi redoutables par la fermeté de leurs convictions que par leur intrépidité.

Ils n'ont trouvé rien de mieux que de réclamer l'extradition de ceux-ci. Seulement, l'extradition étant irrecevable quand elle repose sur des faits politiques, ces crapules — je parle indistinctement des gouvernements et policiers d'Argentine et d'Espagne — ont imaginé de charger nos camarades de divers crimes de droit commun et de leur imputer ceux dont les auteurs sont restés inconnus et ont échappé aux recherches de la justice.

Le procédé, on le voit, est comode ; il n'en est pas moins d'une belle impudence. Et le gouvernement français, en vertu des conventions qui existent, dans le domaine judiciaire et policier, de pays à pays, est tenu d'examiner l'affaire et de se prononcer sur cette demande d'extradition, si louches que lui paraissent et que soient les raisons et circonstances qui la motivent.

Des preuves, de ces preuves sur lesquelles doit être solidement établie toute demande d'extradition, en l'espèce il n'en existe aucune.

Nous avons, tout au contraire, la preuve que nos amis n'étaient pas en Espagne quand ont été commis les crimes qu'on leur impute, il est impossible qu'ils en soient ou les auteurs principaux ou les complices.

Et cependant, nos quatre compagnons sont actuellement au dépôt, en détention d'attente, en prévention d'extradition et ils se trouvent exposés à être, d'un jour à

l'autre, misérablement livrés aux ennemis de classe et d'idées qui les réclament. Tels sont les faits ; il est bon qu'ils soient connus de tous.

Si piètre que soit l'estime en laquelle nous tenions nos gouvernements, nos magistrats et nos policiers, nous ne voulons tout de même pas croire que ceux-ci commettront le crime — il n'y a pas d'autre mot — de céder aux injonctions et à la pression des gouvernements d'Argentine et d'Espagne.

Si bas que soit tombée notre République, qui était si belle... sous la Royauté et l'Empire, il nous paraît impossible qu'elle consente à livrer ces innocents à leurs bourreaux. Ce serait un forfait si monstrueux, que nos gouvernements n'oseraient pas s'en rendre coupables.

Espérons-le, pour nos camarades d'abord, pour notre pays ensuite. Depuis quelques années, la Démocratie française a accumulé tant d'ignominies, elle s'est convertie de tant de hontes, qu'elle reculerait vraisemblablement devant l'infamie suprême que la pression d'accomplir la police d'Espagne et celle de l'Argentine.

Quoi qu'il en soit, nous avons l'impérieux devoir de voler au secours de nos amis, de nous solidariser avec eux et de les défendre avec la dernière énergie.

Que devons-nous, que pouvons-nous faire ?

Leur cause est, du point de vue judiciaire, en d'excellentes mains. Aidés de leurs secrétaires, M^{rs} Berthou et Torrés suivent de près cette affaire et nous avons, de ce côté, l'assurance que les formes et garanties juridiques seront observées. Sur ce terrain, les éminents défenseurs de Duruti, Ascaso, Alamar-cha et Jover feront le nécessaire, tout le nécessaire.

Mais il est à craindre que pour des raisons politiques et diplomatiques, nos gouvernements ne se laissent dominer par la pression qu'exercent sur eux les ambassades d'Argentine et d'Espagne.

Il est donc indispensable que cette pression soit contrebalancée par celle de l'opinion publique et d'une partie de la presse française.

Quelques journaux quotidiens ont déjà publié une note mettant en garde le gouvernement contre l'infamie qu'on sollicite de sa complaisance. *L'Humanité*, *Le Peuple*, *le Quotidien*, *l'Œuvre*, *l'Ère Nouvelle*, *la Volonté*, semblent décidés à mener campagne en ce sens. Nous les remercions et nous espérons que ce bon exemple sera suivi par d'autres journaux. Mais il importe que cette campagne de presse soit appuyée par une campagne de meetings touchant l'opinion publique dans son cœur et dans sa conscience.

Emouvoir le cœur et soulever d'indignation la conscience des masses populaires, telle est notre tâche.

L'Union Anarchiste Communiste et le Comité International de Défense Anarchiste ont pris l'initiative de cette noble bataille à livrer.

C'est bien ; mais c'est insuffisant. Il faut que tous les Comités, toutes les Ligues, tous les Groupements d'avant-garde, toutes les organisations qui comptent dans leur sein des hommes et des femmes épris de justice et de liberté, unissent leurs efforts aux nôtres.

Il faut que, dans les ateliers, les chantiers, les usines, les bureaux, les magasins, la masse qui peine et travaille soit renseignée sur le crime que préparent les policiers coalisés. Il faut qu'on parle, entre travailleurs, de cette affaire. Il faut que les exploités sachent que Jover, Alamar-cha, Duruti et Ascaso sont des travailleurs comme eux, qui doivent la haine et la vengeance dont les poursuivent les gouvernements du Directoire espagnol à l'ardent avec laquelle ils n'ont cessé de se dresser contre les exploités de leur pays et de tenter d'entraîner dans leur juste révolte leurs compagnons de travail, de misère et d'esclavage.

Quand l'opinion publique sera exactement éclairée sur le cas de nos camarades, quand elle sera pénétrée du sentiment de leur innocence, quand elle saura que cette demande d'extradition est destinée à couvrir d'une apparence légale une crapulerie policière et une infamie gouvernementale, elle réclamera, elle exigera avec nous la mise en liberté de nos camarades.

Et le jour où elles comprendront que livrer ces hommes à la police d'un pays comme l'Espagne, où toutes les garanties de justice sont opprimées et où sévissent l'arbitraire le plus atroce et la répression la plus sauvage, c'est les livrer à la mort, les masses populaires sommeront notre gouvernement de repousser la demande d'extradition formée contre nos amis.

Il faudra bien, alors, que nos gouvernements cèdent à la pression populaire.

SEBASTIEN FAURE.

PROPOS d'un PARIA

Je voulais aujourd'hui présenter — en le déformant tant soi peu, naturellement — un fait quelconque d'actualité, car il est journalier ; mais il m'est venu aux oreilles l'écho de certaines récriminations, populaires que je ne veux même pas qualifier de médisances et que je m'abstiens, je dois l'avouer, que dans une faible mesure. On me reproche, entre autres, de ne pas faire « de la doctrine ».

Je pourrais répondre tout simplement : on fait ce qu'on peut. Je pourrais même ajouter qu'il y a des camarades spécialisés dans les spéculations philosophiques, sociologiques, métaphysiques ou autres choses en « ique », et que je ne me sens nullement qualifié pour piétiner les corbelles fleuries, montées par d'aussi habiles jardiniers.

Oh ! je sais bien que tout est relatif, et si ma modestie ne m'en empêchait, je vous dirais qu'à la rigueur je pourrais peut-être, sortir de mon écrivoire quelques colonnes de texte sur l'amour libre, par exemple, ou la façon de cultiver le fraisier en l'an 3000.

Que les gens à l'esprit chagrin et enclin à l'hypocondrie me remercient au contraire de ne pas leur débiter par tranches ou par octaves, mon sexualisme ou ma façon de cueillir la fraise. Chastes ou libertins, unis ou conjoints, célibataires ou à deux, leur façon de se comporter dans ou hors les draps ne m'intéresse pas et je n'ai pour ma part nul conseil à leur donner. S'ils possèdent quelque réflexion ils auront vite fait de se rendre compte par eux-mêmes. Si ça leur plaît de chercher la mort dans une dernière « petite secousse », bon voyage !... Et, du moment qu'ils ne m'obligent pas à partir avec eux !...

Faire de la doctrine ! En quoi cela consiste-t-il ? Qu'est-ce que ça veut dire ? Commenter les saints livres ? Amalgamer Nietzsche à Kropotkine, Proudhon à Stirner, Reclus à S. Faure, etc., etc. et pondre de longues lartines qu'on ne lira pas ? Non merci ! Kropotkine, Reclus, Bakounine et Faure n'ont pas besoin d'être vulgarisés pour être compris. Leurs œuvres : brochures et livres donneront au sympathisant auquel le militant, le propagandiste les aura confiés, une culture anarchiste suffisante pour pouvoir d'une façon consciente observer les faits quotidiens de la vie, en tirer les conclusions du point de vue libertaire et modifier, suivant les transformations des conditions de vie, tel ou tel point jusqu'ici établi.

Le journal libertaire, c'est la dénonciation incessante de toutes les injustices causées par le système capitaliste, c'est l'étude et la présentation critique de toutes les manifestations de la vie actuelle. Toutes les armes sont bonnes, y compris l'ironie.

Que les amateurs de poncifs périmés ne jugent pas de cette façon, c'est leur droit et je suis navré de leur causer tant de peine.

Ah ! s'ils voulaient se donner celle d'observer leurs contemporains, et de s'observer eux-mêmes en supposant qu'ils soient un tantinet psychologues, comme ils comprendraient mieux la portée et le sens exact de l'ironie !

PIERRE MUALDES.

LIRE EN 2^e PAGE :

L'Enfantement de la Société Libertaire par Georges BASTIEN

Vers les 3.000 abonnés nouveaux

JETEZ-EN TOUJOURS
LA COUR N'EST PAS PLEINE

Je viens de consulter le registre des abonnements et j'ai eu le plaisir de constater que depuis le 1^{er} octobre, l'administration du « Libertaire » a touché pour 3.000 francs d'abonnements.

Trois mille francs en vingt jours, ça fait, en moyenne, 150 francs par jour. Si cette moyenne se maintient jusqu'à la fin du mois, le montant des abonnements perçus en octobre s'élèvera à 4.500 francs et dépassera de 500 francs celui de septembre.

Ce sera un assez joli résultat. Toutefois, nous serons encore loin de nos 3.000 abonnés nouveaux.

Il nous les faut cependant, et je suis persuadé que si tous les compagnons s'y mettent, nous les décrocherons.

Hardi, les gars !

SEBASTIEN FAURE.

LETTRE OUVERTE

aux Intellectuels et Hommes Politiques
réfugiés en France

Par les articles parus dans la presse de gauche, vous aurez eu connaissance du danger qui menace quatre révolutionnaires espagnols sur le point d'être livrés au Gouvernement de Madrid.

Ces hommes sont des anarchistes. Ils sont fermement décidés à combattre jusqu'à leur dernier souffle pour abattre les dictatures qui oppriment les deux peuples. L'activité de ces révolutionnaires, impatientes d'en venir aux actes réalistes, devait fatalement attirer la vindicte du Directoire et le voyage d'Alphonse XIII à Paris fut un admirable prétexte pour demander au Gouvernement français l'arrestation d'une foule de subversifs, parmi lesquels figuraient Duruti, Ascaso, Jover et Alamar-cha.

Une histoire de complot et une affaire d'association de malfaiteurs furent, même montées pour donner à cet arbitraire un semblant de légalité.

Mais, depuis, il a fallu déchanter. Réduisant à néant les rapports des policiers au service de l'ambassade d'Espagne, le juge Willette a signé un non-lieu. Seul, le délit de port d'armes prohibées a pu être retenu et les peines prononcées à ce sujet sont déjà terminées.

Cependant, ces hommes sont toujours en prison. Ils y sont maintenus sur la demande des Gouvernements argentin et espagnol.

Le premier réclame l'extradition de Duruti, Jover et Ascaso pour le vol de la banque de San Martin. Cette demande est irrecevable parce que leurs soi-disant complices arrêtés à Buenos-Ayres, ont dû être remis en liberté et parce qu'il n'existe aucune preuve contre eux. D'ailleurs, le chef de la police argentine a lui-même déclaré : « Malgré l'absence de preuves réunies contre les accusés, il est probable que le Gouvernement français ne refusera pas le permis d'extraire en raison des bons rapports qui l'unissent à celui d'Argentine ».

Il y a là, au point de vue droit, quelque chose d'extrêmement choquant.

L'Espagne, déçue de ne pas avoir obtenu de condamnation en France, n'entend pas que ces hommes en soient quittes à aussi bon compte. Duruti est réclamé pour un vol qui eut lieu à Giron, Alamar-cha pour le meurtre du bourreau de Barcelone et Ascaso pour celui du cardinal de Saragosse. Autant de demandes, autant d'infamies que le Directoire ajoute à son actif. Et s'il était suivi par le Gouvernement français, ce serait quatre crimes, quatre assassinats à ajouter à la liste déjà trop longue de ses forfaits.

Il faut donc que la conscience universelle se réveille pour empêcher la réalisation de ces crimes desseins. Il faut que tous les hommes qui ont dû abandonner leur pays pour fuir les ravages des dictatures se dressent face au Directoire espagnol. Il faut qu'ils interviennent auprès du Gouvernement français pour lui dénoncer le piège que veut lui tendre Primo de Rivera, dont le but est de se débarrasser des adversaires politiques capables d'action.

Et, mieux que quiconque, ceux qui ont eu à souffrir de la dictature d'un Mussolini ou d'un Primo, ceux qui, réfugiés en France, luttent pour abattre ces régimes barbares qui déshonorent l'humanité, ceux dont l'idéal consiste à introduire dans leur pays un peu plus de justice, ceux-là, mieux que d'autres, comprendront que leur devoir est de faire pression sur le Gouvernement de ce pays pour empêcher ces extraditions.

D'ailleurs, à lui seul, le régime judiciaire existant présentement en Espagne, où la justice n'est plus qu'une parodie, où toute garantie est enlevée à la défense, est motif plus que suffisant pour qu'un Gouvernement encore respectueux de la légalité bourgeoise refuse de livrer des hommes arrêtés pour des questions essentiellement politiques.

Et c'est pour cela que nous avons cru devoir vous mettre au courant d'une situation douloureuse, afin que vous sachiez bien que la remise de ces hommes à l'Espagne équivaldrait, pour eux, à un arrêt de mort.

Et c'est aussi parce que vous représen-

POUR EMPECHER L'EXTRADITION de Duruti, Ascaso, Jover et Alamar-cha,

POUR DEFENDRE LE DROIT D'ASILE,

Tous ceux qui lisent ce journal, assisteront au

GRAND MEETING

du lundi 25 octobre, à 20 h. 30, aux Sociétés Savantes.

UN SCANDALE INTOLERABLE

La rafle des militants est commencée

APRES MICHEL, GIRARDIN

Dans nos précédents numéros, nous avons entretenu nos amis du scandale que constituait l'arrestation de notre camarade Michel (du Nord). Nous avons relevé, comme il convenait, l'infamie des chats-fourrés de Douai, qui n'ont pas craint de maintenir ce camarade en prison, à seule fin de lui faire faire la contrainte par corps pour défaut de paiement des amendes politiques.

Nous avons mis en garde les militants révolutionnaires sur le danger que constituait pareille mesure, qui était vraiment sans précédent.

Jamais, même aux temps les plus sombres de la répression d'avant-guerre, même sous Clemenceau le sanglant, on n'avait osé faire deux fois sa peine à un militant condamné pour la propagande.

Même pendant la guerre, où cependant les gouvernements n'avaient pas à se gêner, puisque la censure empêchait toute protestation, même pendant le temps où les hommes étaient courbés sous le sabre, on n'avait poussé l'odieuse de la répression jusqu'à cette double détention.

Nous invitions tous les ouvriers, sans distinction d'opinion, à s'élever vigoureusement contre pareil agissement. Car la menace était grave.

En effet, le nombre est assez élevé de camarades qui furent condamnés pour leur propagande et qui se sont vu, en sus de leurs mois de prison, infliger une amende assez importante.

Nous disions que c'était un coup de sonde et que si nous laissons maintenir Michel en prison sans protester, nous verrions bientôt s'accomplir cette manœuvre.

Et les faits nous donnent, hélas ! raison. Ces jours derniers, notre ami Girardin, gérant de notre organe, était appréhendé et se voyait incarcéré au droit commun, à la Santé, pour purger la contrainte par corps des amendes qu'il se vit octroyées pour des articles parus dans le « Libertaire ».

On exige de lui plusieurs milliers de francs, sous peine de se voir maintenu dans son ergastule.

Alors-nous nous réveillons ? Alors-nous opposons une véhémente protestation à cette infamie ? Ou laisserons-nous empiéter nos militants sans que nous ne tentions rien ?

Hier Michel, aujourd'hui Girardin. De qui sera-ce le tour demain ?

Dans le « quotidien des masses », nous lisons mardi que plusieurs militants communistes se voient menacés de cette même contrainte par corps (mais pour-quoi ne parle-t-il pas encore de Michel ?)

Comme on le voit, c'est bien une opération de vaste envergure que veulent faire les gouvernements. Ils savent très bien que les militants n'ont pas à leur disposition les sommes assez fortes qu'on leur réclame et alors, c'est avec la certitude de pouvoir les enfermer une deuxième fois qu'ils réclament impérieusement et dans un bref délai, les amendes et les frais des procès.

On remarquera cependant que les camétons du roi, que Charles Maurras et Léon Daudet, qui obtiennent des amendes bien avant nos camarades, ne se voient nullement inquiétés.

C'est seulement aux révolutionnaires que l'on s'en prend. Le fait n'a rien, du reste, qui puisse nous étonner.

Mais nous demandons à tous les ouvriers, à tous les révolutionnaires sincères de se dresser pour empêcher qu'on arrête d'autres militants pour contrainte par corps, et aussi pour faire relaxer Michel et Girardin, qui ne sont même pas au régime politique, alors que leurs condamnations leur donnaient droit à ce régime.

Le scandale a assez duré. C'est à nous de le faire cesser.

NOTRE FÊTE

Dimanche 7 novembre, à 14 heures précises, salle Lancy, 10, rue de Lancy.

GRANDE MATINÉE

ARTISTIQUE ET LITTÉRAIRE

au bénéfice du Libertaire et de la propagande de l'U. A. C., avec le concours du Groupe Théâtral et de nombreux auteurs, compositeurs et artistes.

N. B. — Nous invitons d'une façon pressante, les camarades hommes et femmes qui veulent renforcer le GROUPE THÉÂTRAL à faire leur adhésion, ce soir, à 8 h. 30, 34, rue du Châlon d'Eau. La propagande par le Théâtre n'est pas seulement une source d'éducation ou de saine distraction, mais elle peut donner un sérieux point pécuniaire à notre œuvre de propagande libertaire qui en a tant besoin.

Que tous ceux et celles qui ont des dispositions n'hésitent pas.

tez une des forces qui se sont toujours opposées aux méthodes fascistes que nous insistons, afin d'attirer votre attention sur le cas de Duruti, Ascaso, Jover et Alamar-cha, avec l'espoir qu'il suffira de vous signaler ce fait pour que, une fois de plus vous vous rangiez aux côtés de ceux qui luttent pour libérer des peuples martyrs.

Le Comité International de Défense Anarchiste.

Paris, octobre 1926.

L'ENFANTEMENT DE LA SOCIÉTÉ LIBERTAIRE

Sous ce titre, le camarade Marcel Lepoil (1) aborde un problème très délicat, problème ayant déjà soulevé maintes polémiques. Il s'agit de la question de l'argent, ou plutôt des moyens d'échange, qui se posent aussitôt que le peuple insurgé songerait à organiser une nouvelle organisation économique.

Lepoil parle de concessions fatales, incluctables et parmi elles celle d'accorder à certaines contrées réfractaires à la révolution la satisfaction de leur laisser le fonctionnement de la monnaie.

Que Lepoil me permette de lui rappeler que si nous combattons l'idée de monnaie, ce n'est point seulement d'un point de vue philosophique, ni parce que cela permet de jolis effets littéraires et oratoires, mais bien parce que l'argent, en métal, en papier ou en tout autre signe conventionnel, est le représentant de l'exploitation, du vol et du parasitisme.

Ce n'est point par amour des effets de tribune que nos prédécesseurs en propagande ont condamné le système monétaire, mais parce qu'il était une — la principale peut-être — des pierres angulaires de la société actuelle.

Sans la possibilité de représenter la richesse en or, argent, billets, titres et tous autres moyens, le capitalisme n'aurait jamais pu probablement asséoir sa domination. La monnaie, sous quelque forme soit-elle, du moment qu'elle était acceptée comme une richesse réelle, permettait l'accumulation, la thésaurisation, le trafic, l'exploitation, le détournement des autres.

Un régime social, fût-il baptisé libertaire, qui permettrait à certains d'accumuler et thésauriser les signes représentatifs de la richesse, ne pourrait guère éviter le trafic et l'exploitation. Ou alors, l'on tomberait dans une législation compliquée, fixant des maxima, limitant les pouvoirs d'achat, cherchant à supprimer l'héritage, surveillant et contrôlant le maniement de cet argent, etc., etc.

Non, crois-moi, Lepoil, s'il fallait en arriver là, ce serait toute autre chose qu'une société libertaire qu'on constituerait. Les anarchistes ont pratiquement raison de vouloir radicalement supprimer ce mode de relations économiques.

Je laisse aux individualistes, partisans du système monétaire, le soin de se débrouiller avec les problèmes qu'il soulève, et surtout le soin d'expliquer comment un système monétaire quelconque peut exister sans État. Pour ma part, je suis incapable de m'expliquer comment on peut concilier l'usage de l'argent et la société libre.

La question n'est pas dans la façon d'envisager une nouvelle pratique de la monnaie, mais dans la manière dont on la remplacera dans les relations économiques de cette époque.

S'il faut faire des concessions, cela prouvera tout simplement que le peuple révolté n'a pas été le plus fort, ou que ses préjugés l'ont empêché de voir clair et de s'organiser rationnellement. Nous le regretterons... et continuerons à batailler et propager jusqu'à ce que nous ayons convaincu les intéressés. Le retour rapide du parasitisme et de l'exploitation nous faciliterait d'ailleurs rudement la tâche.

Par quoi remplacer l'argent ? Ici, deux faces au problème, suivant qu'on se place au point de vue des relations entre insurgés triomphants ou de leurs rapports avec d'autres régions n'ayant pas suivi le mouvement révolutionnaire. J'en ai même plus loin que Lepoil. Non seulement il peut y avoir des contrées n'entrant pas dans la révolution, mais il peut y en avoir également qui fassent leur révolution, mais d'une manière différente : socialistes, bolchevistes, etc., etc., organisant une économie sociale sur des bases autoritaires et avec qui l'on se trouvera, au point de vue des rapports économiques, dans une situation presque semblable à celle des contrées totalement réfractaires à la révolution.

Faudra-t-il pour cela réinstaurer à nouveau le système monétaire ? Au point de vue intérieur, ce serait un danger. Au point de vue extérieur, il y a des inconvénients que signale Lepoil avec juste raison.

Parmi les populations acquiesces aux idées plus ou moins nettement libertaires, la meilleure façon de supprimer la monnaie est l'instauration d'un régime économique communiste-anarchiste. Nous l'avons défini déjà. Ma brochure donne quelques détails qui suffiront, je l'espère.

Le communisme anarchiste, ou organisation libre de la solidarité, c'est, en somme, comme on le dirait aujourd'hui en langage courant, les moyens de consommation, individuels ou collectifs, organisés comme des services publics, communaux, collectifs, suivant une méthode libertaire d'organisation. Les détails de cette organisation sont réglés par des associations d'intéressés, d'accord : producteurs, usagers, consommateurs, etc.

Nul besoin de monnaie n'apparaît donc dans cette organisation de la vie intérieure communale.

Restent les rapports avec l'extérieur. Je les ai examinés, dans une partie malheureusement trop écourtée de ma brochure, j'ai montré que les différentes communes insurgées pouvaient avoir divers procédés de liaisons mutuelles. J'ai brièvement esquissé les fédérations d'échanges qui pouvaient jouer le rôle de régulateurs, de moyens d'échange et de transport entre les communes, tout cela sans avoir recours à des moyens financiers.

En fournissant à ces fédérations d'échanges des produits qu'elles peuvent obtenir, les communes en reçoivent d'autres, tout ce qu'il leur faut en compensation. Le système monétaire, là non plus, n'a pas d'utilité. En se faisant les intermédiaires des communes, les fédérations d'échange (qui ne seraient que les syndicats des communes), leur évitent totalement l'usage, non seulement de la monnaie, mais du troc direct. Voilà donc une des solutions cherchées par Lepoil. Que la méthode soit empirique ou scientifique, peu importe. Dans ce domaine, d'ailleurs, tout est empirique, puisque cela n'a pas encore été expérimenté.

Le seul danger, ce sont les régions non insurgées, ou les contrées se réorganisant suivant les procédés autoritaires. Ce fut la question agitée au Congrès d'Orléans. Et je reste d'accord avec l'Érangel pour dire qu'il

faudra quand même entretenir avec ces pays des relations économiques.

Précisément par le moyen des intermédiaires tout désignés, les fédérations d'échanges qui entreraient dans ce cas en rapport avec les intéressés par les moyens qui seront acceptés par eux. Et comment faire autrement ? Aucune objection n'est venue au congrès sur ce point.

Que ces fédérations se procurent matières, marchandises et par tel système qu'elle devra bien accepter, cela n'aura qu'une importance secondaire pour les régions insurgées et libertaires, qui continueront leur vie intérieure d'après les principes libertaires, et qui donneront ainsi au reste du monde le meilleur argument de leur position : l'exemple et les résultats.

L'on a tenté quelque chose de semblable en Russie, par des procédés autoritaires, au moyen du monopole du commerce extérieur (que l'on va d'ailleurs abandonner, je crois, si ce n'est déjà fait). Cela n'a pas réussi. Pourquoi ? Parce que la Russie n'avait pas de production, par conséquent pas de marchandises à offrir.

Le plus beau des systèmes monétaires doit tomber à néant s'il n'y a pas de produits derrière. La plus pratique des méthodes de troc ne rime à rien si l'on n'a rien à offrir. Aussi, la question qui me semble la plus primordiale, n'est pas celle du système d'échange, mais celle d'une production suffisante pour se procurer autre chose.

Un pays révolutionnaire qui, non seulement, aura su continuer le travail, mais aura également réussi à l'intensifier, et disposera de marchandises, récoltes, matières premières, machines, etc., ne sera jamais embarrassé pour négocier avec les autres régions.

La principale question est là, et pas ailleurs. Un peuple révolutionnaire qui ne saurait pas produire serait battu d'avance. S'il veut augmenter la somme de bien-être et de liberté, il le doit. S'il veut entraîner derrière lui les autres peuples, c'est la bonne et peut-être la seule méthode pratique.

Il n'est pas de système monétaire, pas de méthode d'échange, pas d'organisation compliquée du troc, qui puisse valoir et remplacer la force résultant d'une production bien comprise.

Dans l'avenir, pas plus qu'aujourd'hui ni hier, un tas de pièces de métal ou de morceaux de papier, ne vaudra un tas de marchandises.

C'est peut-être de l'avoir trop oublié que les peuples sont si malheureux.

Georges BASTIEN.

CHRONIQUE des persécutions en Russie

Résumé des dernières nouvelles reçues : 1. Notre jeune camarade Alexandre Levandovsky, bien connu dans certains groupements libertaires et espérantistes à l'étranger, fut arrêté et déporté en Sibérie, avec sa compagne. Il se trouve actuellement à Obdorsk.

2. Le camarade Alexis Olonetzki, très malade, se trouve toujours au « polistalout » de Verkhne-Oural. (Voir Le Lib., n° 71).

3. Le camarade Raïce Chulmann, très malade aussi, est dans la même prison qu'Olonetzki (Voir « Le Lib. » n° 80).

4. Le camarade Victor Sergueïeff, ouvrier arrêté et déporté à Arkangel comme anarchiste, vient d'être réarrêté et déporté dans la région d'Oural.

5. Les camarades Jean Tarassuk-Kabass et Nicolas Béliatoff (voir « Le Lib. », n° 66, 80 et autres), sont en ce moment en route vers Kasakstan (Turkistan). Une fois de plus, on enlève des camarades d'une région d'extrême froid pour les installer dans un pays d'extrême chaleur.

6. Le camarade Dora Stepania, arrêtée à Toula lors des arrestations en masse des anarchistes déportés (pour relations avec l'étranger) vient d'être déportée à Arkangel.

7. Le camarade Marie Veger (voir « Le Lib. », n° 80), après avoir purgé sa « peine », est déportée à Arkangel. Elle y est sans travail et souffrante.

Note tragique. — Supposant que nous recevions les nouvelles sur ces camarades persécutés, directement de ces derniers, et cherchant à empêcher toute information, le gouvernement bolcheviste s'acharne tout spécialement contre certains des camarades arrêtés et déportés, soupçonnés de correspondre avec nous. Quelques amis personnels de ces camarades (les uns et les autres ne sont absolument pour rien dans l'œuvre de notre information) nous prient de ne plus parler d'eux dans nos chroniques, car « le gouvernement finira par les supprimer d'une façon ou d'une autre ».

C'est la meilleure preuve de l'odieuse répression pratiquée par le gouvernement « socialiste ».

Tout en portant ce fait à la connaissance de tous ceux qui suivent nos chroniques, nous tenons à déclarer que notre information a pour source, non pas une correspondance échangée avec les camarades persécutés eux-mêmes, mais des relations spéciales, à l'abri de toute atteinte.

S. Fléchine, Mollie, Steimer, Voline.

LA SOCIÉTÉ LIBERTAIRE

Une brochure de 32 pages de notre ami Georges Bastien qui constitue une excellente réponse à ceux qui prétendent que les anarchistes ne sont que des critiques, sans programme constructif et positif.

Le prix en est de 60 centimes l'exemplaire 20 0/0 de réduction pour toutes les commandes à partir de 50 exemplaires.

En vente à la « Librairie Sociale », 9, rue Louis-Blanc. Adresser mandats à Mualdès.

LUIGI FABBRI

QU'EST-CE QUE L'ANARCHIE ?

En vente à la Librairie Sociale, 9 fr. 50.

LE LIBERTAIRE POUR BONOMINI

A l'occasion du 2^e anniversaire de la condamnation de Bonomini, nous publions la préface qu'a écrite M^{re} H. Torrès, à la brochure Bonomini contre le Fascisme :

« La Cour condamne Ernesto Bonomini à la peine de huit ans de travaux forcés. Cela restera dans mon esprit comme un de mes plus effroyables souvenirs judiciaires. »

La contagion des déformations professionnelles ne m'a pas encore assez atteint, pour que je puisse, dans les procès politiques qui m'appellent à la barre, m'abstraire de mon client, de la cause qu'il incarne, et de l'humanité douloureuse qui vit en lui. Le coup qui atteignait Bonomini sans altérer la clarté presque mystique de son regard me frappait violemment à la nuque.

Pauvre petit Bonomini ! J'ai supporté avec moins de stoïcisme que toi ta propre condamnation. Comment exprimer mon angoisse et ma poignante confusion lorsqu'après le verdict implacable, tu le penchais vers moi, du haut du box ignominieux, pour me tendre une main qui ne tremblait pas et dont la pression affectueuse me révélait que les sentiments si délicats à mon égard ?

Pauvre petit Bonomini, si doux, si modeste, si humble, qui appréhendais de m'écrire pour ne pas « me déranter », que la moindre attention trouve si sensible, et qui n'as jamais mesuré dans ton âme si désintéressée, les titres à notre pitié fervente ! Pauvre petit, qui crus dans la candeur cruelle venger, l'arme à la main, l'Italie crucifiée, puissais-tu trouver ici l'hommage fidèle qui est dû à ton courage sans réticence par celui qui se dressa vainement face à tes juges.

« Une mesure gracieuse » qui ne serait que la réparation d'une criante injustice atténuerait-elle la rigueur d'un verdict que M. Mussolini a fait exploiter par ses officiers de presse, comme un satisfecit dérivé à sa politique par la bourgeoisie parisienne ? Bonomini ne veut rien demander, mais il nous appartient d'exiger pour lui.

La brutalité de la condamnation infligée par la Cour a produit sur l'esprit des jurés un choc en retour qui les a incités à interdire eux-mêmes pour leur victime auprès du chef de l'Etat.

Ce dernier ne pourrait passer outre à cette pétition du jury sans laisser pendant devant l'opinion un débat auquel nous n'hésiterions pas à donner toute son acuité.

Nous demanderions au public s'il est admissible que, sous un gouvernement qui se réclame avec abondance de la tradition de la Révolution française, un adolescent exalté puisse être condamné sur un réquisitoire qui ne se réclamait que de la pire réaction.

L'avocat général, pour soutenir une accusation à laquelle il s'est avéré prodigieusement indigne, n'a pas hésité à instituer l'avocat d'office des héros de la Marche sur Rome. Il a poussé l'impudence jusqu'à excuser les crimes des fascistes, en employant à maintes reprises cette expression textuelle : « représailles justifiées ». « Représailles justifiées ! » Vous entendez, Dumini, Naldi, Finzi, de Bono, représentants justifiés ! « Bourreaux et valets, assassins et instigateurs d'assassinats, vous voilà réhabilités par la grâce d'un verbe éloquent officiel. Bientôt sans doute le gouvernement de M. Herriot qui décorait hier le général Anido, le chef des apaches de Barcelone, épargnera sur vos chemises noires une Légion d'honneur justifiée — comme vos représailles.

Grand et cher Matteotti, en mourant tu as vaincu, selon le mot sublime du comte Sforza. Puissiez Bonomini, par son sacrifice nous aider à vaincre une magistrature qui n'attend qu'un nouveau saint Arnaud pour lui lécher les bottes.

Henry TORRÈS.

La peine de notre camarade Bonomini est déjà sensiblement réduite, mais ce n'est pas suffisant. Bonomini doit être libéré. Pour favoriser l'agitation nécessaire, lisez et répandez la brochure : « Bonomini contre le Fascisme », que la « Librairie sociale » laissera aux groupes au prix d'un exemplaire franco 0 fr. 50. Réduction de 25 % à partir de 20 exemplaires.

LA JOURNÉE SACCO ET VANZETTI

Les meetings de protestation en faveur des deux vaillants militants Sacco et Vanzetti, s'annoncent bien. La journée que nous organisons promet d'avoir un écho qui fera peut-être réfléchir les tortionnaires américains.

Le Comité de Défense Sociale a reçu déjà de nombreuses adhésions de province. Des meetings suivis de démonstrations sont déjà certains dans les villes suivantes : Toulouse, Nîmes, Besançon, Montpellier, Hénin-Liétard, Tours, Nancy, Limoges, Angers, Lyon, Brest, Marseille, Biarritz, Toulon, Bordeaux.

C'est bien, mais ce n'est pas suffisant. Quantité d'autres villes peuvent organiser quelque chose, car il faut que cette journée soit décisive, et que nos deux camarades soient rendus à la liberté, à leurs familles, à leurs amis.

Que les groupes se hâtent donc, il n'y a plus de temps à perdre. Les journées des 30 et 31 sont proches. Le Comité adressera à ceux qui en feront la demande les affiches que nous faisons tirer pour cette manifestation.

Faire parvenir d'urgence les lettres à Pommer, secrétaire du Comité de Défense Sociale, 120, rue Marcadet, Paris.

La semaine prochaine nous indiquerons les salles et les noms des orateurs qui parleront en faveur de nos amis.

Fidèle à son passé, le Comité de Défense sociale poursuit avec ténacité l'agitation en faveur de Sacco-Vanzetti. Cette activité portera ses fruits. Le Comité de Défense sociale se place à l'avant-garde d'une grande action humaine. L'Union Anarchiste Communiste et ses groupes sont à ses côtés, toujours avec le Comité contre les tyrans d'Outre-Atlantique. — L'U.A.C.

L'ÉTERNELLE DUPERIE

On nous rendra grâce que depuis le Congrès d'Orléans nous n'avons rien fait, ni écrit qui soit de nature à pouvoir jeter le discrédit sur les tendances adverses de l'anarchisme ; au contraire, c'est dans une atmosphère de cordialité que nous avons voulu vivre désormais. Nous avons fait plusieurs fois appel aux hésitants et aux mécontents du passé, nous les avons adjuré d'oublier tout ce qui avait pu nous diviser pour ne plus voir que ce qui pourrait nous unir.

Et puis, au-dessus de ces appels à l'union sur le manifeste d'Orléans, nous demandions que même chez ceux qui ne partagent pas nos idées communistes-anarchistes, il y ait un peu plus de tolérance dans nos relations et dans nos controverses.

Or, depuis Orléans, tout comme avant, les mêmes rancœurs, les mêmes calomnies, les mêmes accusations de sectarisme et d'intolérance nous sont jetées à la face.

Depuis juillet — comme cela se faisait auparavant — les mêmes imputations de centralisme, d'autoritarisme, sont faites à l'égard de l'U. A. C.

Il y a quand même une justice à nous rendre : c'est que nous avons voulu même éviter une quelconque polémique d'idée avec un groupement (ou, pour être plus exact, une tentative de groupement) qui pourtant ne se lasse pas de faire dans les groupes de l'U. A. C. avec qui elle peut correspondre, un travail de dénigrement systématique et une besogne acharnée de division et de scission.

Je crois, pour ma part, que cet état de choses a assez duré ; je pense qu'il ne faut pas plus longtemps laisser accomplir la désagrégation totale des forces libertaires de notre pays, au moment surtout où le groupement est plus que jamais indispensable.

Dans l'En dehors, Armand publia au lendemain du Congrès une lettre ouverte à quelques anarchistes-communistes. Cet article qui voulait être retentissant et définitif contenait des appréciations dépourvues totalement d'amenités pour les camarades de l'U. A. C. Mais, hélas ! était pleine d'un vide désespérant en ce qui concerne les arguments. J'ai lu et relu (il en faut bien confesser une faiblesse) attentivement cette épître du nouveau saint Paul et si le style est irréprochable, je me dois à la vérité d'avouer que la raison était moins bien traitée que la syntaxe. Puis, dans les numéros successifs de son journal il n'est pas une occasion d'envoyer des piques, des appréciations méchantes, des jugements rancuneux à l'U. A. C. — cette assemblée d'anarchistes châtrés (Armand disait).

D'autre part, l'organisme fantomatique et abracabrillant qui se constituait (?) il y a quelques temps même un labeur assidu et persévérant pour détacher nos groupes de l'Union.

J'attends encore — et j'attendrais sans doute longtemps — une seule réfutation théorique du manifeste d'Orléans ; je souhaite de tout mon cœur de voir se produire l'examen attentif et sérieux de notre résolution par un adversaire de tendance, j'en tirais attentivement et avec plaisir la dissection — cela prouvera au moins qu'elle a été comprise, tandis qu'actuellement on sent chez nos adversaires une volonté nette de ne pas comprendre et d'être de parti pris contre tout ce qu'a fait, ou fera l'U. A. C.

Des sarcasmes, des injures, des insinuations tant qu'on en voudra. Des arguments positifs, nels et de bonne foi : aucun ! Eh bien ! il faut en finir une fois pour toutes.

Sous prétexte d'esprit nouveau, de tolérance, de bonne amitié, nous avons laissé courir les faux bruits, les ragots haineux, les insinuations fleurettes, les légendes mauvaises. Nous avons, sans rien dire, laissé discréditer notre Union et ses militants. C'en est assez !

J'écrivais à propos du manifeste d'Orléans, qu'il fallait avoir de la tolérance entre les camarades ; je n'ai point changé d'avis. Mais je me refuse à considérer plus longtemps comme des camarades ceux qui avec mauvaise foi, méchanceté et mesquine rancœur discréditent systématiquement l'Union Anarchiste Communiste.

De la tolérance avec tous ceux qui en usent à notre égard. Mais avec les autres il faut être implacables.

Nous avons un devoir : défendre et propager par tous nos moyens le manifeste d'Orléans ; nous devons nous employer de toutes nos forces à faire triompher les principes communistes libertaires.

Tous ceux qui sont nos ennemis, qui sapent sournoisement notre travail de propagande et d'agitation, tous ceux-là, doivent être par nous considérés comme des facteurs de régression — et nous devons les combattre ardemment.

De la camaraderie à qui cherche à nous assomoir ? des poignées de main à qui nous dénigre et nous calomnie ? — Allons donc ! mais cela a assez duré. Ce n'était pas de la tolérance dont nous étions victimes, mais de cette éternelle duperie que les hypocrites cachent sous cette étiquette pour pouvoir nous accabler de coups sans que nous répondions... ad nom de la tolérance !

Si nos adversaires de tendances veulent que nous ayons pour eux de la cordialité et des égards, eh bien ! que nos adversaires de tendance commencent !

LOUIS LOREAL.

CEUX QUI S'EN VONT

DESIRE LEHOUX

J'ai la douleur profonde d'annoncer aux camarades, qu'un deuil cruel vient de me frapper : celui de la disparition à l'âge de 24 ans, de mon frère, le compagnon bien dévoué : Désire Lehoux, décédé le 16 octobre, à Tours, et enterré le 18, à la suite d'une maladie cruelle qui ne pardonne pas. C'est après une agonie qui dura dix jours que notre compagnon, qui jusqu'à la dernière minute, garda toute sa lucidité d'esprit et toute sa connaissance, vient de nous quitter. Ceux qui l'ont connu se rappelleront le bon et vaillant militant qu'il fut durant sa courte vie ; et avec ma famille, dans la désolation, je me souviendrai que dans la lutte, il me fut un bon soutien et certaines fois un bon éclaircisseur.

Marcel Lehoux.

ENEZ AU SECOURS des Révolutionnaires Russes emprisonnés dans les geôles bolchevistes

L'avant-garde révolutionnaire du prolétariat international — les anarchistes et les syndicalistes — depuis longtemps se rend compte de la situation réelle où se trouve actuellement la Russie, et en particulier de celle de tous ces fils du prolétariat révolutionnaire qui ont sacrifié leur liberté et leur vie pour la grande cause de la libération des masses travailleuses.

Durant les années de la dictature bolcheviste, tous ces militants ouvriers furent, ou en partie fusillés par le pouvoir bolchevique (la Tcheka) ou écroués dans les prisons.

Ces représailles, le Gouvernement les exploitait par la soi-disant « défense de la révolution », mais, en effet, ce n'était que la lutte contre les tendances extrémistes des masses ouvrières et paysannes, lutte en réalité contre-révolutionnaire et dont le but était de permettre à se développer en Russie, ce nouveau genre de capitalisme, que les anarchistes appellent avec tant de justesse, le capitalisme d'État, dont la « Nep » (collaboration du capitalisme d'État avec le capital privé) est, à partir de 1921, la suite et la conséquence.

Des milliers d'anarchistes russes, qui ont lutté pour la révolution sociale même encore à l'époque de la première révolution russe de 1905 à 1906, et qui jusqu'à présent sont restés fidèles à la grande idée de l'affranchissement complet du peuple travailleur, ceux-ci se voient aujourd'hui écroués dans les geôles ou aux camps de concentration, torturés physiquement et périr dans les mains ensanglantées des bourreaux rouges. Avant d'être condamnés, pour leurs idées anarchistes, à un certain nombre de jours, nombreux parmi eux, dès que leur délai expirait, furent emprisonnés de nouveau, pour le même nombre d'années qui, dès son expiration, est de nouveau renouvelé et ainsi de suite. Autrement dit, les anarchistes emprisonnés sont condamnés à la détention perpétuelle.

Ce qui doit justifier ces nouvelles réclusions, ce ne sont que des motifs sans aucune importance, presque inconcevables pour des ouvriers des pays occidentaux. C'est ainsi que notre camarade A. Baron se voit à plusieurs reprises, renouveler la peine pour avoir entretenu la correspondance avec ses camarades à l'étranger. Un autre cas, c'est celui de notre camarade Schliachow, dont le temps de détention fut prolongé parce qu'il a reçu de la part de ses camarades 5 dollars de secours. Le camarade Roubinchik a été condamné à une nouvelle réclusion pour avoir protesté auprès du Pouvoir contre les agissements ignobles, dont il était victime.

Tout anarchiste, après l'expiration de sa peine, est de nouveau condamné par la Tcheka à une nouvelle réclusion ou déporté dans les déserts éloignés de la Sibérie, du Turkestan, de Narin, où il lui est tout à fait impossible de trouver du travail et où il est condamné à des souffrances horribles et à la mort.

A tout cela s'ajoutent les dures conditions du régime pénitentiaire, les meurtres de nos camarades par les geôliers bolchevistes et leurs souffrances morales. La camarade Gaydoskwa, par exemple, fut jetée dans la cellule des hommes, criminels de droit commun. Dans de telles conditions, il ne reste à nos malheureux camarades que la voie de protestation et d'une lutte désespérée pour des éléments droits d'existence. Et ils luttent, par des innombrables grèves de la faim, d'une durée de 10, 15, voire de 20 jours. Dans le camp de concentration de Petrominsk, les anarchistes à leur onzième journée de grève, ont versé du pétrole dans leurs matelas et y ont mis le feu, quand les bourreaux se disposaient à nourrir les détenus de prisonniers. Cela est bien loin de faire une impression quelconque sur les tortionnaires. A l'exemple des bourgeois tsaristes, les geôliers rouges disent : « A vous de faire des grèves de la faim et de mourir ; à nous de vous enranger. »

L'intervention du prolétariat international s'impose.

A la voix incessante de protestation doit s'élever parmi les ouvriers de tous les pays, pour sauver la vie de ces révolutionnaires qui peuvent encore être sauvés.

Protestez, camarades ! Protestez partout, dans les usines, dans les ateliers, dans nos réunions et meetings. Exigez la mise en liberté immédiate de tous les militants et révolutionnaires russes emprisonnés.

Et en même temps, n'oubliez pas de leur apporter un secours matériel. Il leur est indispensable. Ils meurent de faim et de froid, dans le régime effroyable des geôles bolchevistes. Il est indispensable de leur venir matériellement en aide, et tout de suite. Nous nous adressons donc à vous, prolétaires de tous les pays.

Songez, que s'il est apporté à temps, ce secours, peut sauver la vie précieuse à des centaines et des milliers de révolutionnaires, qui l'offriront toute à des combats à venir, à la lutte pour la révolution prolétarienne mondiale.

Groupes des anarchistes russes à l'étranger : Luigi, Bertoni, Groupe italien du « Réveil », Genève ; Sébastien Faure, Union Anarchiste-Communiste ; Férardet, Œuvre internationale des Éditions Anarchistes ; Armand Bergh, secrétaire de l'Union Syndicale Italienne ; Bruzzi, Comité Anarchiste de Défense des Victimes Politiques en Italie ; Emilio Mira, Confédération Nationale du Travail Espagnole ; Manuel Perez, Union Anarchiste de Portugal et Fédération des Groupes Anarchistes Espagnols de France.

Adressez les communications et les fonds au Groupe des Anarchistes Russes à l'étranger, S. Férardet (pour Rimidi), 14, rue du Repos, Paris (20^e).

CAMARADES Pour empêcher le crime qui se prépare, assistez en masse au GRAND MEETING du lundi 25 octobre, à 20 h. 30, aux Sociétés Savantes.

UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

LA COTISATION POUR 1927

Le Congrès d'Orléans avait décidé le maintien de la cotisation annuelle à 5 francs jusqu'au 1^{er} novembre 1926. Une consultation des groupes déterminerait à cette date le maintien des 5 fr. ou l'augmentation du versement. La consultation est ouverte, aussi, avant le 1^{er} novembre, les groupes s'affirmeront pour les 5 francs ou pour les 10 francs annuels.

Le même mode de versements reste en application, c'est-à-dire, avec la carte ou sans la carte. Groupes, vous répondrez à la question. Adressez la correspondance au secrétaire de l'U. A. C., Pierre Odon, 9, rue Louis-Blanc, Paris-X^e.

ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"

FRANCE	ÉTRANGER
Un an... 22 fr.	Un an... 30 fr.
Six mois... 11 fr.	Six mois... 15 fr.
Trois mois... 5.50	Trois mois... 7.50

Chèque postal : Delecourt 691-42

(1) Voir le Libéraire de la semaine dernière.

EN PROVINCE

DANS LE NORD

Un sous-préfet fasciste. — L'arrondissement de Douai, très peuplé, est un fief politique social-démocrate mitigé de bolchevisme. Les verrières d'Aniche et de Dourgnies, les mines de l'Escarpelle composent la plus grande partie de cet arrondissement ouvrier. Les « Internationaux » et les « drapeaux rouges » sont les cantiques préférés des populations de ce coin nordiste. Cela n'empêche aucunement une exploitation capitaliste éhontée, cupide et féroce soutenue par la sous-préfecture qui traque sans merci toute velléité de sérieuse indépendance. Les mascarades électorales aux allures « démocratiques » n'inquiètent pas outre mesure ces Messieurs de la rousse et de la ficelle douaisienne, mais par contre ils sont à l'affût de toute tentative d'organisation anarchiste pour réprimer impitoyablement les moindres manifestations de pensée libre.

Lors de la dernière grève générale de vingt-quatre heures en solidarité pour les mineurs d'Angleterre, une manifestation avait eu lieu à Waziers par la Fédération Anarchiste du Nord. Après la réunion, les bourgeois en chasse, intimidés par les logeurs, tenanciers et bistrots de tout acabit pour connaître les adresses des vaillants et courageux camarades de la région douaisienne et après quelques expulsions de camarades espagnols et italiens, nous avons pu la scandaleuse attitude du sous-préfet de Douai qui tint ce langage odieux et provocant :

« En Espagne, il y a un Primo de Rivera. On vous parle, messieurs les anarchistes, révolutionnaires. Là-bas, il y a la bastonnade, et le garrot pour ceux qui veulent faire les zigzags. Eh bien ! tenez-vous-le bon dit, bien sûr nous aurons en France les mêmes moyens de procéder... »

Cette sinistre canaille se vantait de mater le peuple et de dompter les éléments anarchistes. Nous savons ce qu'il nous reste à faire et nous n'attendons pas bénévolement qu'il puisse mettre à exécution ses noirs desseins.

Plus que jamais, l'union, la bonne entente et le véritable esprit de camaraderie sont indispensables, pour riposter avec succès aux provocations odieuses des représentants du pouvoir central.

La Fédération Anarchiste du Nord.

LILLE

Nous regrettons beaucoup de lancer cet appel, mais depuis deux mois que nous avons une salle, nous nous apercevons que les copains se désintéressent de la propagande anarchiste-communiste. C'est triste de constater que tous les samedis, nous nous retrouvons toujours à trois ou quatre compagnons. Pourtant plus que jamais, il faut coordonner les efforts, se serrer les coudes pour lutter contre l'action fasciste et des bolchevistes. Ces derniers déploient une activité énorme depuis la parution de « L'Enchaîné ».

Camarades, pour empêcher la dissolution du groupe, pour notre propagande, tous nos réunions du samedi, à 7 heures du soir, 142, rue de Vazennes.

Dubois Henri, Delombarde Polyte, Drybush père et fils

MONTIGNY-EN-GOHELLE

Une mise au point

Voici un article qui paraît dans « L'Enchaîné » quotidien du 1 octobre, n° 6 :

« L'ANARCHIE CONTRE LE PROLETARIAT »

« Il y a quelque temps, des « camarades » anarchistes vinrent me trouver pour obtenir « la salle de réunions », et sous un de leur air « congres », l'unique nous avions à faire à des « camarades ouvriers, nous ne vîmes aucun inconvénient à leur accorder ce qu'ils demandaient ».

« Mais ce congres fut rempli par des discours « contre le communisme et la révolution russe. « De la bourgeoisie, pas de mot, « D'autre part, dans l'organe libérateur du 2 octobre, « Germinant », nous avons trouvé « un compte rendu tout à fait déformé de la conférence Doriot à Hénin-Liétard. »

« Nous disons qu'un parti ou une organisation quelconque qui se sert de pareils procédés et déformations, n'est pas communiste, mais une organisation, est plus proche de la classe capitaliste ennemie que du prolétariat ».

Cet article aurait pu rester sans signature. Commencé à la première personne, il finit au pluriel !!! Nous vous le crions bien haut :

« L'Anarchie pour le prolétariat ! »

Car nous restons sur la brèche, au travail, comme partout ailleurs, et ne sommes pas aux « engagements d'un gouvernement rouge ou blanc ! d'un gouvernement qui pactise avec les bourgeois et frappe les ouvriers, tout comme les autres. »

Et vous, les camarades sincères qui avez assisté à la conférence-concert qui suivit le congres, qui dites-vous ? Ils ont mis du temps, ces copains, pour nous reprocher cette salle, ils ne l'ont pas reprochée au club cycliste dirigé par un auxiliaire du capital ?

Où, les anarchistes-communistes sont les seuls à pouvoir utiliser ce dernier mot car le communisme est une doctrine sociale qui, basée sur l'abolition de la propriété individuelle et sur la mise en commun de tous les moyens de production et de tous les produits, tend à substituer au régime capitaliste actuel une forme de société égalitaire et fraternelle encyclopédique. Voilà, mes chers copains, un plus pur communisme que vous fut expliqué après le congres qui eut lieu le 13 juin à Montigny-en-Gohelle. Un camarade ayant demandé des détails sérieux sur notre société libérée, on lui en donna, et aucune critique sérieuse n'est intervenue dans le débat. Et cependant vous aviez un orateur dans la salle ?

Vous nous dites être contre la révolution russe. Alors donc ? Vous n'y étiez plus, mes chers amis, l'avez-vous déjà étudiée, cette révolution ? décrite par Lénine et Sadoul, l'étudiez-à et cherchez à la comprendre. Vous reconnaîtrez votre erreur. Vous pouvez trouver des détails dans l'ouvrage « Livre rouge de la Ve-Ille-à ». Ce fut le pouvoir soviétique lui-même qui retira ce livre de la circulation, entre autres raisons parce que, selon les propres paroles de Lénine, « il y est dit trop de bonnes vérités sur les anarchistes ».

Le dégoût que vous affichez pour l'anarchie, vos calomnies d'affiliation à la bourgeoisie, songez que nous avons au groupe d'études sociales d'Hénin-Liétard un des nôtres à la prison d'Arras, le camarade Michel Ferdinand, pour propagande contre la guerre du Maroc, qui refusa de payer les frais du procès. Je crois que cette fois vous réaliserez avant de nous faire une salade russe d'anarchisme avec du capitalisme, car ces deux mots s'entrechoquent.

De l'anarchiste Michel, « L'Enchaîné » n'en causa jamais, mais pour la diffusion du journal se sert des écrits de l'anarchiste Emile Zola, par le roman « Germinant », qui, si le peuple nous comprend, nous fera de la propagande antilibertaire, et lui apprendra à mettre de l'action au bout de ses paroles.

Le groupe d'Hénin-Liétard.

TOULOUSE

Devant les réponses des groupes parus dans une Fédération parlant de Bordeaux à Montpellier en passant par la région pyrénéenne, le groupe de Toulouse a projeté l'ordre du jour suivant pour un congrès qui se réunira le 14 novembre, à Toulouse :

1. Organisation de la Fédération ; 2. Méthodes

d'action et d'éducation ; 3. Moyens financiers ; 4. Le Manifeste d'Orléans ; 5. Possibilité de la création d'un organe régional ; 6. Les groupes et individualités qui n'ont pas été présentés et qui sont partisans de ce point de vue entreront en relation immédiate avec le camarade Nan Victor, 32, rue du Cany, à Toulouse, chargé de la correspondance concernant ce projet.

SAINT-ETIENNE

Ignorance et démagogie

Le parti communiste avait organisé un meeting à Saint-Etienne pour protester contre la terreur blanche en Pologne. Les orateurs inscrits n'étant pas venus, Cadeau prit la parole. La terreur blanche ne préoccupa pas beaucoup l'orateur, il fit l'apologie du S. R. et c'est tout.

Parlant de la Bulgarie, il montra son ignorance complète des choses de la-bas.

Il prétendait qu'en Bulgarie la terre appartenait à des gros propriétaires seigneurs, c'est une erreur, la terre s'est divisée en petite parcelle et presque tous les paysans en possède. Je voulais mettre ces choses au point et représenter la situation exacte, je parlai aussi de la répression bolcheviste, et on me fit cette réponse : « Nous n'avons pas de temps à perdre ». L'expression de la vérité choque les politiciens, ils hauront le crane avec des paroles creuses. Aux ouvriers de juger. — N. P.

LE BOUCAU

Une manifestation organisée par le P. P. C. et la C. G. T. U. s'est déroulée ici le 10 octobre. A en croire « l'Humanité », ce fut un succès formidable.

La vérité est tout autre, la masse était absente. Les orateurs furent au-dessous de leur tâche. Le tronc confédéral était étonné par le tract distribué et qui rappelait le jaune de 1910.

Les orateurs s'acharnèrent à critiquer le Bloc des Gauches et à « relever » Monmousseau. Il ne fut question après cela que du P.C., le délégué de la C. G. T. U. ne parla même pas de l'organisation syndicale. Des moyens d'action il n'en fut pas question. La conclusion après l'exposé des orateurs, c'est qu'il est nécessaire d'adhérer au P. C. pour améliorer le sort des travailleurs.

Il fut un temps où les métallurgistes du Boucau, organisés dans le Syndicat en imposant à la direction des Forges, mais la politique a fait son œuvre.

Quand donc balayeront-ils les détracteurs du Syndicalisme ?

L. Barthe.

Le groupe du Boucau profita de la réunion pour distribuer des manifestes et vendre le « Libérateur ».

Les travailleurs firent un bon accueil à cette distribution, mais quels têtes firent les organisateurs.

TOURS

Réunion communiste. — Le 10 octobre, les communistes avaient organisé une grande démonstration à la salle du Manège où, tour à tour, Bernard, Fournier, Marie Orléans, Barbé et l'as Doriot nous exposèrent les remèdes communistes.

A l'appel de la contradiction, notre toujours dévoué Loral vint faire entendre la parole anarchiste et critiqua l'action qui consiste la rentrée dans les parlements et, dans une belle péroraison finale, il fit un plaidoyer contre l'esprit étatsiste.

Une manifestation se déroula dans les rues de Tours.

Les communistes de Tours toujours sangéens, disent, dans le compte rendu de leur organe régional, que Loral affirma que le P.C. était le seul révolutionnaire. Ceci est faux. Nous prenons la main dans le sac.

A noter que, dans l'« Humanité », il n'est pas fait mention de la contradiction.

Il nous est facile de les juger.

Marcel Lehoux.

LE HAVRE

SINGERITE COMMUNISTE

Nous sommes depuis longtemps fixés sur la part de vérité que contiennent les informations paraissant dans la presse communiste, et nous avons pour habitude de laisser les bolchevistes à leurs insanités quotidiennes.

Cependant, tout à une borne, et nous ne pouvons laisser passer sans rien dire, l'article paru dans « l'Humanité » du 14 octobre et ayant pour titre : « Les anarchistes chassent les Syndicats de la Bourse du Travail du Havre », assurément on est de trop ! Nous protestons vigoureusement contre une telle affirmation, et nous affirmons que nous ne sommes pour rien, nous groupe libérateur du Havre à l'expulsion des syndicats unitaires par l'Union des Syndicats du Havre et de la région, qui entend pour des raisons qui lui sont propres disposer des locaux occupés par les unitaires.

Et nous dénonçons une fois de plus cette campagne de calomnies et de mensonges menée par certains militants communistes qui tentent ainsi de salir un idéal qu'ils sont incapables de réfuter avec raison et logique.

Pour le Groupe du Havre,

G. Burgat.

Agitation-Propagande

PARIS XIV^e ARRONDISSEMENT

Samedi 23 octobre, à 20 h. 30, salle des Syndicats, 114, rue du Château.
ORATEURS : Férandel, Laurent.

NANTERRE

La réunion de Nanterre est remise à une date ultérieure par suite de circonstances imprévues.

PARIS X^e, XIX^e et XX^e

Mardi 26 octobre, à la Solidarité, 15, rue de Meaux.
ORATEURS : Laurent, Férandel et Loral.

IVRY

Mercredi 27 octobre, salle des Conférences, avenue Parmentier.
ORATEURS : Férandel, Laurent, Odéon.

PARIS XVII^e et XVIII^e

Vendredi 29 octobre, à 20 h. 30, salle Garri-gue, 20, rue Ordener.
ORATEURS : Boudoux, Odéon, Loral.

LE HAVRE

Ce soir vendredi 22, débat contradictoire, Pour ou contre le Christianisme ?

ORATEURS : le docteur Nusbaue et Ch.-Aug. Bontemps. Entrée, un franc.

PARIS XII^e

Conférence publique ce soir vendredi 22, salle Duisme, 154, avenue Daumesnil, sur la philosophie et la morale anarchiste.

ORATEUR : Nadaud.

BOURG-LA-REINE-ANTONY

Samedi 30 octobre, à 20 h. 30, café du Nègre, angle du boulevard Carnot et de l'avenue Galois.
ORATEURS : Odéon, Lemeilleur.

LYON

Vendredi 29 octobre, à 20 h. 30, à l'Unitaire, salle Emile-Zola, conférence sur Autorité et Liberté, par Odéon. Entrée, un franc.

L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE

Le 10^e fascicule est sous presse. Dans quelques jours tous les abonnés le recevront, il comprend les derniers mots de la lettre C et la lettre D commençant.

Toute une série de pages intéressantes, entre autres des études sur : le Mouvement Co-opératif, la Constitution, la Contrainte, le Contrat ouvrier, le Corporatisme, les Maisons de Correction, le Courage, les Courtisanes, la Grapauderie, la Création, la Critique, les Croisades, etc., etc.

Il est toujours possible de s'abonner à cette œuvre unique. Nos dispositions sont prises de façon que nous soyons toujours en mesure de servir les abonnements nouveaux.

Il n'y a plus que quelques camarades arrivés à l'expiration de leur abonnement et dont nous attendons encore la suite de leurs versements.

S'ils veulent continuer et ne subir ni interruption, ni retard, qu'ils se hâtent de se mettre en règle avec notre caisse. Sébastien Faure.

P. S. — Nous publierons très prochainement la liste des sommes qui nous ont été envoyées à titre de dons.

Envoyez tout ce qui traitait à l'E. A. à Sébastien Faure, 55, rue Pixerécourt Paris (20^e), S. F.

chèque postal, Paris 733.91.

COMITÉ L'ENTR'AIDE

Réunion du vendredi 15 octobre 1926

Président : Lecoq ; Secrétaire : Courtois. A. Denant regrette l'absence de Coquin pour pouvoir s'expliquer. Les fonds continuant à être versés entre Denant, Coquin et l'U. A., demande au Comité de prendre position afin que les fonds soient centralisés au S. U. B.

Faudry cite le cas d'un camarade allemand qui, étant sans ressources et chassé durement de chez lui, demande non pas un secours, mais une avance de l'Entr'Aide.

Lecoq. — Le secours jouera pour lui comme pour les autres, libre à lui de soutenir l'Entr'Aide plus tard.

Courtois demande que l'on règle ce soir définitivement la question de l'Entr'Aide et que les fonds soient centralisés au S. U. B.

Desbois, du S. U. B., rentre dans le point de vue de Courtois, mais croit que Denant aurait dû prendre position plus tôt.

Denant explique sa position et le refus de Coquin de donner les fonds qui lui manquaient pour la correspondance.

Lecoq croit qu'une dernière assemblée, il avait été dit qu'automatiquement le trésorier du S. U. B. serait trésorier de l'Entr'Aide et demande au Comité de l'Entr'Aide.

Penglon, du S. U. B., explique comment Coquin est resté trésorier de l'Entr'Aide.

Courtois demande que si le chèque postal est remplacé par une demande de création, l'actionnaire qui gît en altes, et que des révolutionnaires à rebours, utilisent pour s'installer au pouvoir et réaliser leur dessein de domination.

Que tous ceux qui veulent se libérer de la tourbe électorale, que tous ceux qui ne connaissent point d'utopie peu le communisme libéral, assistent à la conférence publique et contradictoire qui aura lieu mercredi 27 à 20 h. 30, salle des Conférences, avenue Parmentier.

P. S. — Le camarade Canonne est prié d'être à la gare d'Ivry (direction Juvisy), mardi à 20 h. 15, pour afficher. Urgent. — Paul Colin.

Groupe du Bourget-Drancy. — Réunion samedi 23 courant, à 20 h. 30, bureau de tabac, place de la Mairie au Drancy.

Organisation des réunions, compte rendu du C. I., présence de tous nécessaires.

Groupe de Boulogne-Billancourt. — Vendredi à 20 h. 30, 83, boulevard Jean-Jaures, réunion. Compte rendu du C. I.

Jeunesse Anarchiste-Communiste. — Tous au meeting d'Ivry, mercredi 27, à 20 h. 30, salle des Conférences, avenue Parmentier, train à Austerlitz 20 h. 14. Rendez-vous mardi soir, à 20 h., quel que soit le résultat des élections.

Groupe de Livry-Gargan. — Réunion du groupe le samedi 30 octobre, à 21 heures, au 9, de la rue de Meaux. Organisation du meeting sur : Ce que veulent les anarchistes communistes.

Suite de la conférence sur le mouvement anarchiste en Russie. Vu l'abondance du travail que les copains soient à l'heure.

Groupe Saint-Denis. — Les camarades de Pierrefitte, Stains, Epinay, Ile-St-Denis, Ville-neuve-la-Garenne, Villeteuse sont priés d'as-

sembler à la réunion vendredi 22 octobre à 20 h. 30, à la rue Suger. Communication importante. Présence indispensable.

Groupe de Romainville. — Réunion jeudi 28 octobre, salle de la Coopérative, place Carnot.

Groupe Nord-Est. — La première assemblée générale se tiendra le dimanche 24 octobre, à 9 heures du matin, au repos de la Montagne, place Carnot, à Romainville. Invitation aux lecteurs du « Libérateur » de Livry-Gargan, Pantin, Aubervilliers, Bourget-Drancy, Romainville.

Groupe régional d'Antony. — Réunion dimanche 24 octobre, à 9 heures du matin, à Bourg-la-Reine, Grande-Rue, café du Centre. Tous présents pour le collage d'affiches.

Groupe de Villeneuve-Saint-Georges. — Réunion dimanche matin à 10 heures, au local habituel, 10, avenue Carnot. Préparatifs pour l'organisation d'un meeting.

Groupe de Clichy. — Réunion tous les vendredis, à 20 h. 30, à l'intersyndical, 60, rue de Paris, Causerie, bibliothèque.

LA VIE DE L'UNION

Comité d'Initiative de l'U. A. C. — Lundi, à 6 heures précises, 9, rue Louis-Blanc avant de se rendre au meeting. Tous présents.

Correspondance des groupes. — Rennes : En-jendu pour le 5 novembre.

Oléron : Nous sommes d'accord, lettre suit.

Biarritz : Entendu pour les journaux, à dater de la semaine prochaine.

Montreuil : Regu les 20 francs, mais ne recommence pas à mettre l'argent à même les lettres.

Moulins : Il a été impossible de faire partir un contractuel, tous les orateurs étaient pris.

Nîmes : Regu c. P. et expédiés 500 manifestes.

Thourout : Entendu au lieu de 25, 10 seulement à dater de la semaine prochaine.

Papillons-manifestes. — Il reste quelques milliers de manifestes à 4 fr. 50 le cent et 37 fr. 50 le mille, des papillons à 2 fr. le cent et 15 fr. le mille.

Adressez commandes et argent au chèque postal 950-32, Odéon Pierre, Paris (10^e).

PARIS-BANLIEUE

Fédération Anarchiste Communiste (Région Parisienne). — La tournée de conférences est commencée, les groupes doivent en profiter pour diffuser les 8.000 exemplaires du manifeste d'Orléans qui restent à la boutique au prix de 37 fr. 50 le mille.

Les groupes de Bagnolet, Bourget, Drancy, Puteaux, Pantin, Romainville et du 12^e sont invités à désigner un délégué au Comité Central de la Fédération, du samedi 23 octobre à 20 h. 30, 9, rue C.-Blanc. Organisation des conférences.

Lemeilleur, Boucher.

Union des Groupes des 3^e, 4^e, 5^e, 6^e, 12^e et 13^e arrondissements. — Mardi, à 20 h. 30, local habituel, organisation d'une grande fête : questions importantes.

Groupe des 10^e, 19^e et 20^e arrondissements. — Réunion tous les mardis, à 20 h. 30, salle de la Solidarité, 15, rue de Meaux. Tous présents, invitation à tous.

Groupe du XV^e. — Réunion, 85, rue Made-moiselle. — Distribution des manifestes.

Ivry. — Ivry, ville prolétarienne, que domine maintes cheminées d'usines, ville ouvrière devenue fief communiste, n'a entendu que très rarement la parole libérale, et l'action, la propagande anarchistes y sont presque nulles.

La masse n'a de nos doctrines et de notre conception libérale, qu'une idée très vague et souvent erronée.

N'est-ce pas de notre faute si les masses en quête de bien-être, se laissent prendre à l'épervier politique, n'est-ce pas nous qui devrions leur faire connaître la puissance de création, l'action qui gît en elles, et que des révolutionnaires à rebours, utilisent pour s'installer au pouvoir et réaliser leur dessein de domination.

Que tous ceux qui veulent se libérer de la tourbe électorale, que tous ceux qui ne connaissent point d'utopie peu le communisme libéral, assistent à la conférence publique et contradictoire qui aura lieu mercredi 27 à 20 h. 30, salle des Conférences, avenue Parmentier.

P. S. — Le camarade Canonne est prié d'être à la gare d'Ivry (direction Juvisy), mardi à 20 h. 15, pour afficher. Urgent. — Paul Colin.

Groupe du Bourget-Drancy. — Réunion samedi 23 courant, à 20 h. 30, bureau de tabac, place de la Mairie au Drancy.

Organisation des réunions, compte rendu du C. I., présence de tous nécessaires.

Groupe de Boulogne-Billancourt. — Vendredi à 20 h. 30, 83, boulevard Jean-Jaures, réunion. Compte rendu du C. I.

Jeunesse Anarchiste-Communiste. — Tous au meeting d'Ivry, mercredi 27, à 20 h. 30, salle des Conférences, avenue Parmentier, train à Austerlitz 20 h. 14. Rendez-vous mardi soir, à 20 h., quel que soit le résultat des élections.

Groupe de Livry-Gargan. — Réunion du groupe le samedi 30 octobre, à 21 heures, au 9, de la rue de Meaux. Organisation du meeting sur : Ce que veulent les anarchistes communistes.

Suite de la conférence sur le mouvement anarchiste en Russie. Vu l'abondance du travail que les copains soient à l'heure.

Groupe Saint-Denis. — Les camarades de Pierrefitte, Stains, Epinay, Ile-St-Denis, Ville-neuve-la-Garenne, Villeteuse sont priés d'as-

sembler à la réunion vendredi 22 octobre à 20 h. 30, à la rue Suger. Communication importante. Présence indispensable.

Groupe de Romainville. — Réunion jeudi 28 octobre, salle de la Coopérative, place Carnot.

Groupe Nord-Est. — La première assemblée générale se tiendra le dimanche 24 octobre, à 9 heures du matin, au repos de la Montagne, place Carnot, à Romainville. Invitation aux lecteurs du « Libérateur » de Livry-Gargan, Pantin, Aubervilliers, Bourget-Drancy, Romainville.

Groupe régional d'Antony. — Réunion dimanche 24 octobre, à 9 heures du matin, à Bourg-la-Reine, Grande-Rue, café du Centre. Tous présents pour le collage d'affiches.

Groupe de Villeneuve-Saint-Georges. — Réunion dimanche matin à 10 heures, au local habituel, 10, avenue Carnot. Préparatifs pour l'organisation d'un meeting.

Groupe de Clichy. — Réunion tous les vendredis, à 20 h. 30, à l'intersyndical, 60, rue de Paris, Causerie, bibliothèque.

Communications diverses

Comité de Défense Sociale. — Mardi 26 octobre, à 20 h. 30, salle de la Solidarité, 15, rue de Meaux. Réunion de tous les camarades.

Dernières dispositions à prendre pour les meetings Sacco et Vanzetti.

Correspondance de province.

Le Bulletin du Comité.

Tous les orateurs désignés pour les meetings devront être présents.

Groupe Théâtral. — Les adhésions seront reçues ce soir vendredi à la répétition, à partir de 20 h. 30, Café des Deux-Hémisphères, 54, rue du Château-d'Eau.

Ido. — Un cours gratuit à lieu tous les vendredis, à 20 h. 15, à la Bourse du Travail, salle des cours professionnels, cours par correspondance en écrivant : 35, rue Charlot, Paris (3^e).

En-Dhors. — Les 2^e et 4<

Syndicalisme et Coopératives

Il y a quelques jours, le Congrès national des coopératives de production tenait ses assises. De ce Congrès, nous ne connaissons que ce que la presse a bien voulu nous dire. C'est-à-dire peu de choses. On parle bien de rapports, mais s'il y a eu discussion, s'il y a eu protestation de la part de certains délégués, on n'en sait rien. La presse ouvrière est aussi parcimonieuse de détails que la presse bourgeoise. Avant la guerre, ce congrès aurait eu une importance primordiale. Décidément les temps sont bien changés.

Le syndicalisme, lui, si actif auparavant, est sur le point de disparaître en ce pays par la faute des politiciens de droite et d'extrême gauche. Les coopératives ne se portent pas mieux. Une seule chance reste aux syndicalistes : celle de sauver leur mouvement, reprendre l'indépendance qu'ils n'auraient jamais dû quitter à l'égard des partis politiques, de tous les partis politiques.

Les militants aveuglés se ressaisiront-ils ? Nous le pensons. Qu'ils se hâtent. Le temps marche vite et les événements pourraient les surprendre en pleine inaction. Ils ne peuvent pas attendre. Qu'ils se hâtent, l'attitude de spectateur que beaucoup ont conservée jusqu'à ce jour ne peut plus persister, car déjà le glas sonne. La mort du syndicalisme, ce serait lamentable. Les compagnons qui militent dans les syndicats ne le toléreraient pas ; ils ne se croient pas les bras liés. Ils agissent. Nous le savons, mais qu'ils n'oublient pas que toute action nécessite une période de préparation et, dans quelques semaines, le sort en sera jeté.

Quant aux militants de la coopération, leur tâche est encore plus ardue, car ils ont à lutter dans un domaine où on laisse la théorie pour l'expérience. Les partis politiques ont passé par là aussi, désagréant, ruinant les édifices si péniblement construits.

Depuis plusieurs années, nous assistons à la dégénérescence du mouvement coopératif, aussi bien sur le terrain de la consommation que sur celui de la production. La coopérative de production ressemble déjà, à s'y méprendre, à l'usine patronale, avec ses travaux à la tâche, ses dérogations à la loi de huit heures et ses différences de salaires.

Si Charles Fourier — qu'on a évoqué lors de ce congrès national — revenait, quel désenchantement il éprouverait ! Certaines coopératives envisagent même la main-d'œuvre féminine, parce que l'autre revient trop cher...

A la fin du Congrès, il reste quelque chose de l'œuvre réalisée par nos amis — ces pionniers de la société future — quelques avantages péniblement conservés et une liberté très relative qui disparaîtront à leur tour si les vieux militants n'ouvrent pas l'œil s'ils ne se dressent pas courageusement contre les rivistes. Beaucoup sont déçus — et il y a de quoi — devant les revirements, les platitudes et les volte-faces de ceux en qui ils avaient mis toute leur confiance. Ils les ont menés si loin, si loin, jusqu'à la collaboration avec les gros commerçants et avec les magnats du Comité des Forges qu'ils n'ont plus regardé derrière eux. Ils ont le vertige. Qui dira le mal occasionné à l'œuvre par la liste par les Clément, les Poisson, les Lévy ? Est-ce par hasard Briet serait jaloux de leurs lauriers ?

Nous avons lu dans un journal coopératif des accusations que nous nous étions étonnés de trouver sous sa plume. Car enfin Briet est bien l'ancien compagnon de combat, le secrétaire de son syndicat. Briet est bien l'un des premiers secrétaires de la Bourse du Travail ? Quand il parlait de l'émancipation des travailleurs, de quels travailleurs s'agissait-il ? De tous les travailleurs, sans doute. Alors pourquoi ce parti pris à l'égard des militants qui se sont vus dans l'obligation de recourir à la grève dans la plus importante coopérative de production de ce pays ?

A-t-il été induit en erreur ? Lui a-t-on caché les causes de ce mouvement et sa marche ? Ses répercussions qui auraient pu être désastreuses ? S'est-il adressé aux organisations syndicales, afin d'être bien renseigné ? S'est-il contenté d'entendre le représentant de la C. G. T. de la rue Lafayette ?

Autant de points d'interrogation auxquels nous serions désireux qu'on répondît. Lorsqu'on a une responsabilité semblable à celle que Briet a à l'A. O. P., lorsqu'on est l'âme d'une telle association, avant de recourir aux insultes, on doit au moins ignorer de ce qui s'est produit. Voici quelques points sur lesquels nous retenons nos attention.

Ce n'est pas une obligation pour l'auxiliaire d'être syndiqué. Le sociétaire lui-même n'est pas syndiqué obligatoirement ; beaucoup de sociétaires appartiennent à des espèces de syndicats créés spécialement pour tourner les statuts de l'association. D'autres ne le sont pas. Vous demandez Briet pourquoi les militants ont pu faire un mouvement dans une coopérative. Pour un peu, vous diriez que ce sont des lâches. L'explication est toute simple : à une délégation, vos amis du Conseil promettent une augmentation qui devait supprimer très rapidement la différence des salaires entre manœuvres. Or, ils ne tiennent pas leur promesse. C'est une raison. Il y en a une autre tout aussi sérieuse : quelques jours avant notre mouvement, une délégation fut accueillie par des sourires lorsqu'elle affirma que presque tous les auxiliaires étaient prêts à cesser le travail si les revendications présentées n'étaient pas étudiées. Que restait-il à faire ? Une seule chose : attendre les heures de travail ? On nous avait promis on se moquait, enfin on comptait sur le temps.

Vous parlez aussi de revendications injustifiées. Allons donc ! Beaucoup de sociétaires peuvent affirmer le contraire, même ceux que vous ne qualifiez pas de mauvais associés. Ces mauvais associés sont précisément ceux qui ont conservé un peu de la foi syndicale qui les animait au début de l'association.

Revendications injustifiées ? Les sociétaires se gratifiaient d'une augmentation de 0 fr. 25 de l'heure, alors qu'ils nous octroyaient 0 fr. 10. Avant la grève, les auxiliaires avaient 4 fr. 85 de l'heure et les sociétaires 4 fr. 80. Donc les salaires élevés dont vous parlez ? Vous mettez en parallèle ceux des maisons similaires, mais vous oubliez les progrès réalisés dans l'industrie : la division du travail, entre autres, qui, de plus en plus, supprime toutes les chaînes étanches qui séparaient ouvriers qualifiés et aides. La production seule compte actuellement et bientôt le pauvre bougre ne pourra plus de n'avoir pas eu le bonheur de pouvoir apprendre un métier. On tiendra compte de son effort et un salaire lui permettra de vivre lui sera alloué. Ce sera justice et certains coopératives devraient rougir d'avoir été dépassés par des industriels comme Ford par exemple.

Au lieu d'aller vers le mieux, coopératives d'aujourd'hui, vous retrogradez. Beaucoup considèrent la coopération comme une bonne affaire : Maison de repo ou atelier permettant le débrouillage.

Mais oui, Briet, vous nous appelez égoïstes, regardez donc un peu vos collaborateurs, comparez-les avec eux. Vous serez édifié. Quelques-uns ont une mentalité excessivement basse et ceux qui sont coopératives à l'atelier social et exploitent au dehors ne sont pas rares.

On sont les égoïstes ? Eux ou nous qui avons refusé une augmentation de salaires pour que nos camarades moins favorisés aient le même salaire que nous ?

On sont les égoïstes ? Est-ce nous qui nous moquons des représailles malgré votre affirmation ou bien est-ce ceux qui nous menaçaient de nous jeter la main-d'œuvre féminine dans les jambes si nous n'étions pas plus modérés dans nos revendications ? Nous demandons 3 fr. 60,

les associés ayant 4 fr. 75. Les égoïstes ne sont pas difficiles à trouver et ce fait confirmera ce qui précède.

Avant la guerre, les bénéfices étaient partagés selon le nombre d'heures de travail sans distinction. Maintenant, c'est d'après le salaire. Ah ! puissiez-vous, Briet, n'être pas plus maladroite que nous ne l'avons été et placer vos intérêts particuliers après l'intérêt général. L'intérêt général d'abord, c'est vrai, mais même de salaires ET MEMES DROITS POUR TOUS. Cela existe à l'Energie Electrique et ailleurs. Ce que l'on fait est petit peut se réaliser en grand.

Quant à nous, nous ne tolérerons pas que vous remplaciez les manœuvres par des femmes parce que celles-ci sont plus malléables et plus exploitables.

Nous vous demandons de vous souvenir de cette revendication : A travail égal, salaire égal. Elle n'est pas notre. Elle ne nous satisfait pas. Des femmes, si vous voulez, mais au même salaire que les hommes qu'elles doivent remplacer.

Ceci en attendant la transformation sociale où chaque producteur selon ses forces et ses aptitudes et consommera selon ses besoins.

Pierre Lentente.

(En accord avec la Commission de propagande du Syndicat autonome des Métaux (Section A. O. P.))

TRIBUNE FEDERALE DU BATIMENT

CORRESPONDANCES FEDERALES LA REUNION DE RENNES

Dimanche 10 octobre, les bâtimentiers réunis à la salle Saint-Georges, ont assisté à une conférence contradictoire où les thèses des trois fédérations d'industrie ont été développées, par trois délégués différents, C. G. T., C. G. T. U., vieille Fédération du Bâtiment.

Notre position d'autonomie provisoire qui passionne les organismes voisins se justifia par l'histoire du mouvement syndical de 1906 à 1914 et de 1918 à 1926.

Les deux C. G. T. représentèrent-elles le syndicalisme révolutionnaire d'avant-guerre ? Nous répondons, non ! Et pourquoi ? Parce que la C. G. T. actuelle a tellement abdiqué vers la démocratie qu'elle est partie intégrante de cette théorie.

Les échecs des grèves de juillet 1919, mai 1920, les conférences de Washington, Genève, etc., ont prélué des coups de barre à droite. Joutiaux n'est plus un militant syndicaliste, il est un homme d'Etat que l'on consulte à chaque crise gouvernementale, le délégué de la C. G. T. défend à la Société des Nations le peuple, plutôt que l'organisme dont il est le secrétaire général. Dans les grèves ou les conflits nationaux ou internationaux, il est qualifié comme arbitre par le patronat, quand avant la guerre il le traitait d'ennemi à sa classe.

La C. G. T. doit à la victoire du 11 mai 1921 sa recrudescence d'effectifs. La faillite du Cartel a marqué un recul dans les revendications de la C. G. T., programme minimum.

La C. G. T. U. est, de par sa direction unique avec la C. G. T., le mariage de la politique avec le syndicalisme. Les commissions syndicales, les cellules, les rayons ont caché l'œuvre de solidarité sympathiques au P. C., qui aujourd'hui abandonne ce faux masque et déclare publiquement que la Révolution ne se fera que d'accord avec le Parti.

L'autonomie que tout le monde pense tout bas se réalise dans tous les milieux corporatifs qui n'ont pas le fanatisme de la démagogie du P. C.

L'autonomie provisoire n'a jamais été pour nous comme un but. Si aujourd'hui devant l'autonomie corporative nous réclamons le groupement de toutes les forces pour une unité entre nous, ce n'est pas par faillite, mais pour une grande raison, une plus grande coordination et conjugaison de nos troupes pour parler de l'unité et l'imposer à tous ceux qui font de cette idée de la démagogie à travers le pays.

La contradiction du délégué confédéré : Très aimablement il caresse les forces autonomes ; l'Unité, dit-il, oui, avec les autonomes, mais pas avec les cellulaires.

La C. G. T. a besoin de s'appuyer sur la politique, car dans l'action nous sommes tous menagés pour lutter contre le patronat. Tenez, moi qui vous parle, je suis conseiller municipal et syndicaliste à la fois.

Je vous demande de ne pas créer un troisième organisme des forces autonomes, rentrez à la C. G. T., vous œuvrez en syndicalistes révolutionnaires.

La contradiction du moscoulaire :

Nous sommes d'accord, dit-il, sur les revendications. Nous sommes divisés par le manque d'unité. Chez nous, à la C. G. T. U., nous sommes les champions de l'unité, en dehors de chez nous, pas d'unité possible ; d'ailleurs avec les 50.000 adhérents à la F. U. B., nous imposons notre point de vue. Nous ne voulons pas un syndicalisme de secte, dit-il. (Que diable !)

Mes conclusions : ne créez pas une troisième C. G. T. des autonomes, sinon nous sommes incapables de faire l'Unité.

La réponse aux délégués de la C. G. T. et C. G. T. U. :

Quelle belle image de contradiction entre les deux exposés de C. G. T. et quelle belle finelle pour les autonomes !

Comment, vous nous invitez à ne pas faire notre unité entre autonomes quand vous autres vous l'avez réalisée dans votre sein. Mais vous êtes illogiques dans votre théorie, ou l'Unité est nécessaire et nous devons la réaliser sur tous les plans, ou alors elle est nuisible et nous devons la combattre.

L'Unité des autonomes se réalisera et leurs forces grandiront.

Aux prochaines élections du Parti socialiste et P. C. vous obligerez à participer à la bataille électorale pour avoir des électeurs, des candidats et des élus, les syndicalistes révolutionnaires qui signent et qui sont chez vous, quitteront vos syndicats pour venir à la C. G. T. autonome vis-à-vis des partis politiques, qui confirmera la tradition de la C. G. T. d'avant-guerre, que vous ne représentez plus ni les uns ni les autres.

Nos syndicats de Saint-Etienne-en-Cogles, Rennes, Quimper, Nantes, ont approuvé cet examen et ont donné pleine et entière confiance à la Commission Exécutive.

Notre Congrès extraordinaire s'annonce comme une victoire du Syndicalisme sur la politique.

Le délégué : L. Boisson.

LES GREVES CONTINUENT

N'oubliez pas dans vos collectes les camarades carrelers-façonniers de Paris et les plâtriers-peintres de Besançon.

Adressez les fonds aux camarades suivants : Juhel, trésorier fédéral, chaque postal 24-03, Paris (10^e), rue Grange-aux-Belles, 33.

Victor, secrétaire, Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau, Paris (10^e).

Confais Marcel, Bourse du Travail de Besançon (Doubs).

ATTENTION A LA VIE CHERE !

Il faut vivre, voilà toute la discussion qui passionne toutes nos ménagères ; elles vont au marché faire leurs achats et avec beaucoup d'argent elles achètent très peu de marchandises pour alimenter la maison.

Comment allons-nous faire cet hiver, où les marchandises se raréfient, le chômage frappe les compagnons et la hausse atteindra les sommets de la vente par le jeu de la loi de l'offre et de la demande.

Nous vivons une époque où les bonnes et les

mauvaises récoltes n'influencent pas sur le prix de vente. Toute la science des spéculateurs s'applique au stockage, à la raréfaction pour augmenter le prix. Exemple : la récolte du blé a été supérieure en Europe en 1926 et jamais nous n'avons payé le pain si cher.

Les commissions d'étude n'apportent aucune solution que celle de créer quelques fonctionnaires de plus qui aggravent la situation.

Les spéculateurs, les mercantis sont plus rous et plus que ce que l'on suppose, ils passent toujours à travers les mailles du filet ; seuls, les pauvres petits crincheulles paient pour les grands truistes et spéculateurs.

Les chambres de commerce sont les réparateurs ou circulent tous les voleurs librement, qui alimentent le peuple. Supprimer ces dernières, c'est supprimer le régime lui-même qui repose là-dessus.

La vie chère ne peut disparaître qu'avec le régime qui l'a enfantée.

Au fur et à mesure que les crises financières s'aggravent, les crises économiques subissent le contre-coup.

La paysannerie dont le gouvernement ne veut pas toucher à ses privilèges, il sait bien pourquoi ; le jour où le paysan sera frappé il n'enseignera pas aux champs que pour lui et affamera les citadins, attendu qu'à la campagne on nous qualifie de petits bourgeois ; nous, travailleurs, nous sommes traités sur le même pied d'égalité que les parasites sociaux et spéculateurs.

Une solution à envisager : multiplier les rapports avec les paysans par le syndicalisme de production et de répartition. Aujourd'hui, on n'enseignera pas une ville par la prise de la municipalité ou l'impôt public, supprimer, arrêter le ravitaillement c'est la capitulation, le paysan on lui a inculqué cette méthode réactionnaire, il s'en servira demain.

La prise au tas est une méthode qui ne durera pas longtemps et ne solutionne pas le problème ; l'échange, l'organisation du travail, une meilleure répartition des produits est là où repose le problème, pas ailleurs.

Le Bureau Fédéral.

CAMARADES,

Pour empêcher le crime qui se prépare, assistez en masse au

GRAND MEETING

du lundi 25 octobre, à 20 h. 30, aux Sociétés Savantes.

DANS LES SYNDICATS

Paris-typos-linos. — Dimanche prochain, 24 octobre, à 9 heures, avenue Mathurin-Moreau, 8, méro Combat, assemblée générale. Décisions importantes à prendre. Tous présents. Les candidatures pour le renouvellement du Conseil et les modifications à apporter au statut du 2 novembre avant midi. — Le Secrétaire : G. Saluain.

Syndicat de l'Enseignement laïque de l'Indre. — Le Conseil du Syndicat des membres de l'Enseignement laïque de l'Indre, considérant que le Congrès constitutif de Saint-Etienne (1922) a fixé le but suprême de la C. G. T. U. de la façon suivante :

« Elle (la C. G. T. U.) crée, par cette transformation (de la société actuelle) s'accomplira que par la suppression du patronat et l'abolition du salariat ».

Considérant que les Congrès tenus ultérieurement à Bourges (1923) et à Paris (1925) n'ont pas modifié ce but, qu'ils ne pouvaient d'ailleurs le changer, que les syndicats n'avaient pas été saisis à cet effet de propositions de modifications trois mois à l'avance comme le spécifie l'article 29 des statuts.

« Proteste contre l'introduction des mots « dictature du prolétariat » dans le préambule des statuts publiés par la « Vie Syndicale », bulletin de la C. G. T. U. (numéro d'octobre, novembre, décembre 1925).

Blâme le bureau confédéral d'avoir corrigé de sa propre autorité les statuts qu'il a la charge de faire respecter et demande qu'il rétablisse pour le but suprême de la C. G. T. U. le seul texte qui fait loi ; celui de Saint-Etienne.

Syndicat Autonome des coiffeurs. — Assemblée générale mercredi 27 octobre, à 21 heures précises, salle Henri-Perrault, à la Bourse du Travail.

Ordre du jour : Rapport moral et financier ; élection de la Commission de contrôle ; compte rendu du Congrès fédéral ; le Congrès de Lyon. Tous présents à l'heure exacte. Gaillard est prié de donner sa nouvelle adresse.

Le secrétaire : Leroy.

SYNDICAT GENERAL DES TRAVAILLEURS DE LA PIERRE

L'on s'aperçoit avec satisfaction, par l'attitude des camarades à nos assemblées générales, que notre Syndicat a grossi, sérieusement ses effectifs.

Malgré ce bon résultat, malgré l'action menée avec vigueur sur les chantiers de ravalement des cimetières, et sur quelques chantiers de la pierre du bâtiment, pour l'augmentation des salaires, respect de la journée de 8 heures, etc., cette agitation n'est pas assez générale, n'a pas assez d'envergure, car tous les jours, notre existence est menacée. Les prix de nos journées de travail doivent immédiatement être doublés, nous ne gagnons que 3 fois et demi plus qu'avant la guerre, l'indice actuel du coût de la vie est de 160 p. 100.

Les travailleurs de la pierre, qui dans le temps tenaient le record des salaires, dans le bâtiment, se laisseraient-ils devancer par les autres corps d'état, et même par les travailleurs sans profession ; qui n'ont pas les frais et la fourniture d'un encombrant et coûteux outillage, qui les font travailler de la pierre sont obligés de passer s'ils veulent travailler ? Les femmes mêmes qui travaillent, soit dans les administrations, les bureaux, le commerce, la couture, les usines, etc., gagnent plus que les travailleurs de la pierre ! Cet état de chose peut-il durer ? Ce n'est pas possible ! Il faut et tout de suite, si nous ne voulons pas crever de faim cet hiver, nous mettre en action, faire une grande agitation sur les chantiers, afin de grouper tous nos camarades qui ne sont pas encore venus au Syndicat.

Camarades ! Lorsque nous serons tous organisés, lorsque nous serons solidaires, et que tous les travailleurs se tendront une main fraternelle pour la défense de leurs droits et de leurs libertés, aucune coalition d'exploiteurs, de patrons-façonniers et capitalistes, ne pourra résister devant la force formidable de tous les travailleurs organisés.

Le secrétaire : Louis Chave.

N. B. — Il est rappelé que le siège de notre Syndicat est définitivement installé à la Bourse du Travail, Bureau N° 26, au 4^e étage, 3, rue du Château-d'Eau, Paris (10^e).

Métallurgistes Autonomes. — Réunion du Conseil ce soir vendredi 22 octobre, à 20 h. 30, au siège.

AUX CAMARADES POLISSEURS-NICKELEURS

Les ouvriers polisseurs-nickeleurs de la maison Containnonza, 3, rue des Pyrénées, à la suite du refus de la direction d'accorder 0 fr. 50 d'augmentation, ce qui porte le tarif à 5 fr. 50, demandent à leur direction de leur donner 2 fr. 50 mis en grève depuis le 17 octobre.

Les camarades en grève font appel à la solidarité morale de tous pour qu'aucun polisseur ne se présente dans cette maison pendant la durée du conflit.

Le Comité de grève.

Jeunesse Syndicaliste Intercorporative de Paris. — Réunion de la Jeunesse, mercredi 27 octobre, à 21 heures, à la Bourse du Travail, 4^e étage, bureau 13. Tous les copains sont priés d'assister.

DANS LE S.U.B.

Dans le S.U.B. — La vague de mécontentement qui se manifeste parmi les gars du Bâtiment, se termine par des conflits de maison ou de chantiers causés par le patronat, à qui tous les moyens sont bons pour balancer les militants. Il ne faut pas oublier que l'hiver s'annonce à grands pas et que les manitous de la bâtisse commencent à organiser le chômage.

Déjà, on peut constater que l'embauche arrête pour certaines corporations.

Encore une fois, nous demandons à nos camarades du S.U.B. en garde, contre ces manœuvres.

Il est temps de nous mettre à l'action et de réagir contre tous les méfaits restés encore impunis, auxquels se livrent journellement un patronat avide de remplir ses coffres-forts.

Encore une fois, notre bien-être et notre liberté sont entre nos mains.

Sachons nous défendre.

Dans les chantiers et dans les ateliers, l'action ne doit pas s'arrêter.

Imposons partout nos revendications.

Que partout, les camarades continuent à faire respecter les lois sociales et des corporations. Que ceux qui sont encore hors de l'organisation, songent que seule, la puissance de cette dernière fera capotier le patronat organisé.

Le S. U. B. qui a toujours été à la hauteur de sa tâche, compte sur tous les camarades pour continuer à lutter pour notre liberté et nos revendications.

Tous autour du S.U.B. :

Faudry, Courtois, Denant, Langlassé.

Chez les Cimentiers et Maçons d'Art. — Après le meeting, l'aurait été qu'une certaine effervescence se serait manifestée dans les chantiers, mais, comme d'habitude, on vient au meeting et le lendemain, on rentre sur son chantier sans rien réclamer, à part quelques copains qui, comme toujours, ont osé faire le nécessaire et sont toujours les éternels victimes du patronat et des ouvriers qui ne veulent rien faire. Dans beaucoup de boîtes, la thune est lâchée, la plupart du temps, on se contente de dire qu'il faut laisser ça là ? Non. Le moment n'est pas de se tourner les pouces, nous devons tous, sur tous les chantiers, redoubler d'efforts, et continuer l'action qui est engagée, en vue d'obtenir mieux que notre nécessaire, et ne pas crever de faim cet hiver, nous et notre famille.

Que tous les camarades, tous les décisions qui ont été prises, nous pouvons dire qu'il y a un sérieux réveil chez les cimentiers et maçons d'art. Ce réveil, il faut l'accentuer.

Le métier pénible que nous accomplissons et la dureté de nos conditions de vie, nous font un devoir d'arracher coûte que coûte, avant l'hiver, toutes les améliorations, tant au point de vue travail, qu'au point de vue salaire, la coordination des efforts, en sera la suite, et alors, l'arrogance de nos gros manitous du ciment armé et des travaux publics, tombera, ils discuteront avec leurs esclaves et mettront les pouces. Mais pour cela, l'organisation est indispensable, et tous les corporatistes, quels qu'ils soient, doivent faire le maximum d'efforts pour intensifier d'une façon méthodique, la propagande dans leurs chantiers et partout où ils le peuvent, afin de faire comprendre aux hésitants, que le vieux syndicat des cimentiers et maçons d'art, est toujours resté sur la voie du syndicalisme révolutionnaire et sans aucun fil à la patte. Le secrétaire : Denant.

Aux Camarades Charpentiers en bois. — Section du S.U.B. — Beaucoup de syndiqués à la Section, mais guère aux réunions. Il est rappelé qu'un Conseil chargé, aura lieu le vendredi 22 octobre, à 17 h. 30, bureau 13, Bourse du Travail.

Le Secrétaire.

Monteurs électriciens : salle Henri-Perrault. Plombiers-couvreurs : salle Eugène-Varin. Réunion des Conseils techniques des sections suivantes à 18 h. Bourse du Travail, 4^e étage.

Vendredi 23 octobre

Monteurs électriciens : salle Henri-Perrault. Plombiers-couvreurs : salle Eugène-Varin. Réunion des Conseils techniques des sections suivantes à 18 h. Bourse du Travail, 4^e étage.

Vendredi 23 octobre

Monteurs électriciens : salle Henri-Perrault. Plombiers-couvreurs : salle Eugène-Varin. Réunion des Conseils techniques des sections suivantes à 18 h. Bourse du Travail, 4^e étage.

Vendredi 23 octobre

Monteurs électriciens : salle Henri-Perrault. Plombiers-couvreurs : salle Eugène-Varin. Réunion des Conseils techniques des sections suivantes à 18 h. Bourse du Travail, 4^e étage.

Vendredi 23 octobre

Monteurs électriciens : salle Henri-Perrault. Plombiers-couvreurs : salle Eugène-Varin. Réunion des Conseils techniques des sections suivantes à 18 h. Bourse du Travail, 4^e étage.

Vendredi 23 octobre

Monteurs électriciens : salle Henri-Perrault. Plombiers-couvreurs : salle Eugène-Varin. Réunion des Conseils techniques des sections suivantes à 18 h. Bourse du Travail, 4^e étage.

Vendredi 23 octobre

Monteurs électriciens : salle Henri-Perrault. Plombiers-couvreurs : salle Eugène-Varin. Réunion des Conseils techniques des sections suivantes à 18 h. Bourse du Travail, 4^e étage.

Vendredi 23 octobre

Monteurs électriciens : salle Henri-Perrault. Plombiers-couvreurs : salle Eugène-Varin. Réunion des Conseils techniques des sections suivantes à 18 h. Bourse du Travail, 4^e étage.

Vendredi 23 octobre

Monteurs électriciens : salle Henri-Perrault. Plombiers-couvreurs : salle Eugène-Varin. Réunion des Conseils techniques des sections suivantes à 18 h. Bourse du Travail, 4^e étage.

Vendredi 23 octobre

Monteurs électriciens : salle Henri-Perrault. Plombiers-couvreurs : salle Eugène-Varin. Réunion des Conseils techniques des sections suivantes à 18 h. Bourse du Travail, 4^e étage.

Vendredi 23 octobre

Monteurs électriciens : salle Henri-Perrault. Plombiers-couvreurs : salle Eugène-Varin. Réunion des Conseils techniques des sections suivantes à 18 h. Bourse du Travail, 4^e étage.

Vendredi 23 octobre

Monteurs électriciens : salle Henri-Perrault. Plombiers-couvreurs : salle Eugène-Varin. Réunion des Conseils techniques des sections suivantes à 18 h. Bourse du Travail, 4^e étage.

Vendredi 23 octobre

Monteurs électriciens : salle Henri-Perrault. Plombiers-couvreurs : salle Eugène-Varin. Réunion des Conseils techniques des sections suivantes à 18 h. Bourse du Travail, 4^e étage.

Vendredi 23 octobre

Monteurs électriciens : salle Henri-Perrault. Plombiers-couvreurs : salle Eugène-Varin. Réunion des Conseils techniques des sections suivantes à 18 h. Bourse du Travail, 4^e étage.

Vendredi 23 octobre

Monteurs électriciens : salle Henri-Perrault. Plombiers-couvreurs : salle Eugène-Varin. Réunion des Conseils techniques des sections suivantes à 18 h. Bourse du Travail, 4^e étage.

Vendredi 23 octobre

Monteurs électriciens : salle Henri-Perrault. Plombiers-couvreurs : salle Eugène-Varin. Réunion des Conseils techniques des sections suivantes à 18 h. Bourse du Travail, 4^e étage.

Vendredi 23 octobre